

el-oumami

l'internationaliste - الأومامي



organe du parti communiste international

PRIX EN FRANCE : 3 F * MAROC : 2 DH - ALGERIE : 2 DA - TUNISIE : 200Mils

OCTOBRE 1978 - N° 1

L'univers capitaliste tout entier est un volcan en éruption

Ouvert au son des litanies démocratiques sur la paix, l'émancipation des peuples du joug de l'impérialisme, la "fin de la peur" et les "progrès harmonieux de la production et de l'humanité", le deuxième après-guerre n'avait pu donner au monde que l'"équilibre de la terreur" : un arsenal de super-bombes accrochées à la ceinture des deux superpuissances (et de quelques autres), le reste du monde plus ou moins prostré à leurs pieds. Ce qui en est resté, c'est encore la terreur, mais démultipliée : l'équilibre s'est en effet désormais brisé, et il éclate tous les jours en antagonismes toujours plus violents.

Telle est la perspective que la crise économique mondiale détermine dans les rapports entre les Etats et les rapports internes aux Etats : la société bourgeoise montre une fois de plus qu'elle ne peut en offrir une autre. Tel est le bilan des derniers événements internationaux.

En Extrême-Orient la signature récente du "traité de paix" entre la Chine et le Japon dirigé contre l'URSS, illustre l'aggravation des rivalités inter-impérialistes dans cette région du monde. Aux termes de ce traité le Japon, déjà premier partenaire commercial de la Chine, verra s'ouvrir plus largement encore les portes du marché chinois ; et celui-ci accueillera une bonne partie des investissements japonais destinés à l'origine à la Sibérie. De plus, la Chine recevra des armes et des capitaux.

Moins de deux ans après la mort de Mao et le début de la campagne contre la "bande des quatre", ce qui se passe en Chine confirme donc ce que nous avons toujours dit, à savoir qu'une fois achevée la phase d'accumulation primitive du capital et la période du "comptons sur nos propres forces", ce pays se lancerait dans une industrialisation accélérée et s'ouvrirait au marché mondial, à sa technologie avancée, à ses offres de capitaux.

Pékin est devenu le but d'innombrables missions commerciales ; Hua Kuo-feng et Teng Tsiaoping sont attirés comme par un aimant dans ces pays où la révolution bourgeoise est à peine achevée ou sur le point de se réaliser, et passent de là dans le champ magnétique plus élevé et plus lucratif des vieilles puissances impérialistes expérimentées. Aucun scrupule idéologique ne les freine et les foudres du Kremlin ne les arrêtent pas.

(suite page 3)

Algérie

Misère de l'anti-impérialisme bourgeois

Les derniers développements auxquels on assiste en Afrique de l'Ouest montrent que les efforts de l'impérialisme français pour se donner une assise plus solide dans cette région n'ont pas été vains. Le fait que le coup d'Etat survenu en Mauritanie le 10 Juillet ait totalement surpris Rabat et Alger est là pour le prouver. Il fut un temps, en effet, où les déclarations "guerrières" de part et d'autre de la frontière algéro-marocaine laissaient au moins supposer une plus grande marge de manoeuvre pour Rabat et Alger.

Mais le changement survenu en Mauritanie - qui ne peut pas ne pas avoir l'assentiment de Paris - est loin d'être un fait isolé. Il s'inscrit, au contraire, dans un cadre plus général, celui de la recherche d'un "règlement" au conflit du Sahara occidental que l'impérialisme français cherche à dicter dans toutes ses formes et ses étapes et dont il entend tirer le plus gros profit. La présence au sein du nouveau gouvernement mauritanien de personnalités liées aux tribus sahraouies a d'ailleurs été très vraisemblablement favorisée par le gouvernement français pour aider d'éventuelles négociations et compromis avec le Front Polisario.

(suite page 6)

DANS CE NUMERO :

- Après Camp David, Pax americana ?..... p. 4
- Lutttes entre partis dans la résistance palestinienne..... p. 4
- Sens des révoltes dans les jeunes capitalismes (Iran, Nicaragua)..... p. 5
- L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser, mais à détruire..... p. 9
- Pour le parti ouvrier indépendant : Les bases constitutives du parti communiste sont les mêmes dans tous les pays (première partie).... p.12
- Défendre le salaire et non l'économie nationale..... p.16
- Vivent les lutttes ouvrières dans les pays du Maghreb..... p.18
- Sonacotra : des loyers exorbitants dans des foyers-prisons..... p.19
- La position ignoble du PCF sur l'immigration..... p.20

ARTICLES EN LANGUE ARABE : VOIR SOMMAIRE p.24

AUX EDITIONS " PROGRAMME COMMUNISTE "

EN LANGUE FRANCAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste (60 pages).. 4 F
- Revue "Programme Communiste"
 - n° 47, 50, 56, 61..... 4 F
 - n° doubles 43-44, 48-49, 51-52, 55..... 7 F
 - n° 58 (192 pages).....10 F
 - n° 59, 60, 62, 63..... 5 F
 - n° 64, 65..... 6 F
 - n° 66, 67, 68..... 8 F
- Journal "Le Proletaire", collections reliées
 - volume III, n° 118 à 163 (1972-1973)....40 F
 - volume IV, n° 164 à 210 (1974-1975)....40 F
 - volume V, n° 211 à 257 (1976-1977).....40 F
- Série "Les textes du Parti Communiste International" :
 1. Communisme et fascisme (158 pages)... 8 F
 2. Parti et classe (112 pages)..... 8 F
 4. Eléments d'orientation marxiste. Les trois phases du capitalisme. Guerres et crises opportunistes..en réimpression
 5. La "Maladie infantile", condamnation des futurs rénégats. Sur la brochure de Lénine "La maladie infantile du communisme" (100 pages)..... 7 F
 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes (60 pages)..... 4 F
 7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages), reproduction des textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours en réimpression

CORRESPONDANCE

F. GAMBINI 20, rue Jean Bouton, 75012 Paris

ABONNEMENTS

Les quatre numéros:

Envois sous pli ouvert	12 FF
Envois sous pli fermé	20 FF
Abonnement de soutien	50 FF

REGLEMENTS

par chèque bancaire à l'ordre de F. Gambini

Supplément au " Proletaire " n° 274.
 Responsable: F. Gambini -
 « E.P. », 232, rue de Charenton, 75012 PARIS

Les tâches d'«el-oumami»

La publication d'un périodique destiné au prolétariat maghrébin répond aux exigences du développement du réseau international de notre parti, et doit permettre d'orienter le travail de nos militants aussi bien au sud de la Méditerranée que dans l'immigration en Europe où se trouvent les contingents les plus importants et les plus concentrés de la classe ouvrière maghrébine.

La première tâche de ce périodique sera de démontrer la validité du marxisme pour l'interprétation du cours historique des pays de jeune capitalisme. Il s'agit de guider l'action du parti dans ces pays tout en démolissant les montagnes de mensonges déversées sur la théorie marxiste pendant des décennies de contre-révolution stalinienne où les partis communistes officiels, prosternés devant leur propre impérialisme, ont trahi les luttes révolutionnaires anti-coloniales. "El-Oumami" s'attachera donc à donner les principaux résultats de la théorie marxiste valable pour tous les pays et essaiera d'aborder systématiquement les difficiles questions historiques et tactiques liées à la fin du cycle révolutionnaire bourgeois au Maghreb et dans le monde arabe.

Il s'efforcera également de devenir un organe de bataille politique et un instrument d'organisation, en répondant notamment aux exigences du combat politique de nos militants, en guidant leur intervention dans les luttes immédiates et en reflétant la vie du parti et de la classe. Ce numéro consacre de nombreux articles aux questions brûlantes concernant l'Algérie. Notre ambition est de faire progressivement davantage de place à la vie et à la lutte prolétarienne en Tunisie et au Maroc, et surtout à l'encadrement du travail du parti dans l'immigration en Europe, jusqu'à ce qu'un équilibre soit trouvé entre les différentes rubriques. Par ailleurs, la partie publiée en langue arabe sera progressivement développée, parallèlement à la publication des textes fondamentaux du parti dans cette langue.

Toutes ces tâches, cette publication doit les aborder de front, parce qu'elles se posent toutes au parti en même temps. Seul le développement du travail et des forces du parti permettra de faire que ce bulletin donne naissance par la suite à des organes différenciés, répondant plus spécifiquement aux tâches d'une revue théorique d'un côté, d'un journal politique de l'autre.

Tous les camarades, sympathisants et lecteurs auront à coeur d'aider au renforcement de cette nouvelle arme de lutte du parti !

A NOS LECTEURS RESIDANT AU MAGHREB

En raison des difficultés de change et de paiement, nous servons les abonnements et les commandes sans en exiger le paiement immédiat ; nous suggérons que celui-ci soit fait à l'occasion de déplacements et voyages, ou par l'intermédiaire de tiers résidant en Europe.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

L'univers capitaliste tout entier est un volcan en éruption

(suite de la page 1)

Encourageant ouvertement les poussées centrifuges dans le bloc soviétique, Hua Kuo-feng peut donner l'accolade à Ceaucescu sans tenir compte des aspirations de ce dernier au rôle de réconciliateur entre Pékin et Moscou. Il peut passer allègrement l'éponge sur les anciennes accusations de révisionisme lancées contre Tito et offrir son appui au groupe des pays "non alignés" aux yeux desquels la Chine se présente à la fois comme un modèle et un disciple.

L'URSS est sur la défensive : il en fallut beaucoup moins en 68 sur le plan de la politique internationale pour motiver l'invasion de la Tchécoslovaquie. Hua Kuo-feng a achevé sa première tournée à l'étranger à Téhéran : qu'importent les émeutes et la répression qui ensanglantent le pays ? Du haut de sa montagne de cadavres, le chah veille sur le Golfe Persique et sur l'Océan Indien. L'Iran est bourré d'armes et de pétro-dollars. Au diable les lubies idéologiques ! Il s'agit de tirer profit - avec les intérêts - du petit livre rouge de feu le président Mao. La formule "les ennemis de mes ennemis sont mes amis" n'est pas une thèse philosophique ; c'est un principe de la *Real politik*. Assisterons-nous bientôt à une visite chinoise au "second monde", l'Europe, et aux centrales de l'eurocommunisme ? On l'espère ici comme là bas.

En ce qui concerne le Moyen-Orient, c'est vers Camp David qu'ont été pendant des semaines braqués tous les regards pour voir Carter sortir du chapeau des "négociations" entre Israéliens et Egyptiens une annonce de paix qui promet aux Palestiniens un "autogouvernement" sous la haute protection des armées israéliennes - merci pour eux ! - et de pouvoir dire leur mot sur leur sort, mais pas avant cinq ans : on sait comment de telles promesses sont tenues, en se souvenant du Vietnam après la conférence de Genève...

Cependant, la tragédie de la résistance palestinienne se poursuit. D'abord décimée par les "frères" syriens ("je suis affligé", rien qu'affligé, avait déclaré Arafat au correspondant du *Monde* qui faisait allusion aux "hostilités en règle" entre les Palestiniens et l'armée de Damas, avant d'ajouter : "Grâce à Dieu, nous sommes arrivés à un accord avec nos frères de Syrie" !), ses restes sont maintenant liquidés par l'OLP elle-même, mère dénaturée dévorant ses propres enfants saignés par Israël et tout l'ordre international.

En ce qui concerne l'Afrique, l'Ethiopie pousse à fond sa tentative d'écrasement de l'Erythrée : celle-ci a perdu toute autre possibilité d'appui que celui de bourreaux encore plus coriaces que ses ennemis, alors que la chape de plomb des accords impérialistes au sommet cherche par l'emboîtement systématique des gouvernements et des Etats à refermer hermétiquement le couvercle sur les révoltes contre l'oppression, du Sahara à la Rhodésie, au Tchad, à la Namibie, en passant par l'Angola et le Zaïre, mais dessous, la pression n'en continue pas moins de monter.

Pour ce qui est des rapports entre l'Europe et les Etats-Unis, les engagements de collaboration économique et financière pris solennellement à Brême et à Bonn sont une chose, la réalité de la dynamique financière en est une autre. Le dollar aurait dû freiner sa propre chute. Mais les USA ont tout intérêt à le laisser descendre encore, tout en lançant des avertissements sévères à l'Europe et au Japon pour que la "locomotive" américaine ne soit pas la seule à "tirer" l'économie mondiale et en menaçant de prendre des mesures protectionnistes (qui sont, en fait, déjà à l'oeuvre). L'Europe fait la sourde oreille et poursuit son chemin : la création d'un nouvel empire Peugeot-Citroën-Chry-

ler, ou la tentative d'une "zone de stabilité monétaire européenne" - même si elle risque de ne rester qu'un vœu pieux - ne sont pas précisément des gestes de collaboration loyale avec Washington. Quant aux Etats-Unis, s'ils se réjouissent de la contestation en URSS et autres pays de l'Est, ils voient aussi le consensus en prendre un coup dans le monde occidental. Est-ce la faute de Carter, celle de Giscard, de Schmidt ? Non. Ce sont les contradictions internes du capital qui éclatent, indifférentes à la rotation rapide des individus qui croient diriger la barque du capitalisme.

Les mêmes contradictions éclatent à l'intérieur des pays - une chaîne interminable de pays dont ceux qui ont eu récemment les honneurs de la chronique ne sont que des symboles fugaces.

Nous avons déjà parlé de l'Iran, où depuis que le pétrole a jailli, la valse des pétro-dollars en quête d'investissements s'est ajoutée à l'intérêt qu'ont les Américains à s'assurer un gendarme dans la région du Golfe Persique et de l'Océan Indien, pour accélérer la course à l'industrialisation. Cette année seulement, les USA ont vendu à Téhéran pour 18 milliards d'armements : ce n'est pas un hasard si Carter a parlé d'"inébranlable amitié entre l'Iran et les Etats-Unis". Pendant ce temps, comme en Egypte ou en Tunisie, mais sous une forme plus violente, "la réforme agraire" provoquant une chute vertigineuse de la production agricole aggravait la misère des masses chassées de la campagne.

Greffée sur le tronc de structures féodales, la "révolution bourgeoise par en haut" a détruit les précaires équilibres anciens, minant la base des vieilles classes dominantes, sans engendrer une bourgeoisie solide et capable. La brutalité du régime policier et la dureté d'un pouvoir totalitaire et centralisé - qui ont marqué la vie politique iranienne des dix dernières années - n'ont été que l'instrument nécessaire de l'accumulation primitive puis élargie du capital. Qui peut se substituer à ce pouvoir indissolublement lié au processus de développement capitaliste en Iran ? Celui-ci peut se donner un vernis libéral, mais ni les démocrates, ni les nostalgiques de l'orthodoxie islamique ne peuvent le remplacer. Et, comme en Egypte, c'est le sang des masses populaires, des sous-prolétaires et des prolétaires qui coule.

Le Nicaragua n'est qu'un petit point sur la carte du monde, mais c'est un maillon dans la chaîne des républiques des bananes, du café et autres (mais aussi minières), cette chaîne sanglante qui, partie des Etats-Unis, rejoint celle des Andes avec le Pérou et le Chili. Washington, qui a longtemps protégé les gouvernements de ces pays, est pris entre la nécessité urgente de se débarrasser d'eux et l'impossibilité de le faire sans provoquer le "chaos". Le clan Somoza "en a assez" de sa tutelle, mais la population pressurée et opprimée en a encore plus assez des Somoza. Après le coup

(suite page 5)

COMMUNIST PROGRAM N° 4 Revue en langue anglaise

- Once Again the Alternative : War or Revolution
- The Myth of "Socialist Planning" in Russia
- Force, Violence and Dictatorship in the Class Struggle. Part IV. Proletarian Struggle and violence
- Terrorism and Communism : on the Events in Germany
- What Distinguishes Our Party
- Book Review : Proletarian Order

Après Camp David : Pax americana ?

Feu le pape Jean Paul Ier l'avait bien dit : on se bat trop et on ne prie pas assez ! A Camp David on a beaucoup prié, dans trois langues et trois dieux. De ces prières est né un accord préliminaire de paix... gros de batailles encore plus féroces.

Alors que la cote de popularité de Carter à la bourse présidentielle des States était tombée au plus bas, les deux protagonistes de la rencontre, véritables "grands-électeurs", ont crié en choeur au triomphe de Jimmy. Celui-ci se donne des airs faussement modestes : il sait pertinemment que Sadate et Begin, harcelés par des difficultés économiques et sociales croissantes et par des besoins pressants en armes et capitaux, ne pouvaient que s'asseoir sagement une fois de plus à la table de négociation, et qu'il faut bien qu'ils en arrivent tant bien que mal à conclure une paix séparée.

Il sait aussi que cette paix, si elle se conclut, ne sera pas marquée par son triomphe à lui, mais par la division du camp arabe, le poids encore plus fort dans ce camp des pays modérés et les abandons toujours plus grands de l'OLP. Il sait que dans le cadre des accords signés tout reste aléatoire, parce qu'exposé à la pression de forces internes et externes hostiles, et que la marge de manoeuvre même des USA est limitée par la concurrence (car il est difficile de parler ici d'opposition) de l'URSS. En d'autres termes, malgré les enthousiasmes du moment et la rhétorique du protocole, il sait bien que la Pax Americana au Moyen Orient est encore un but éloigné et, à long terme, illusoire même sur le terrain diplomatique.

Par delà tout ce jeu immonde, nous reconnaissons dans

ces accords le fruit de la trahison de la cause nationale-bourgeoise arabe elle-même, non par un de ses porte-parole officiels, mais par tous. Par dessus leurs divisions passagères, ils sont en effet unis par la terreur panique devant les masses prolétariennes et paysannes projetées par les événements historiques sur le devant de la scène, et dont l'élan d'émancipation vis-à-vis de toute oppression devient de plus en plus difficile à contrôler. Après les massacres perpétrés par les "Etats-frères", ce sont les organisations bourgeoises et petites-bourgeoises de la "résistance" elles-mêmes qui ont tourné contre ces masses les armes soi-disant destinées à mater l'ennemi héréditaire. Mais ce faisant, la "cause arabe" a signé elle-même sa défaite.

Aujourd'hui, ils protestent tous, de la Syrie à l'Irak, de la Libye à l'Algérie. L'OLP proteste, l'Arabie Saoudite prend la mouche et la Jordanie du Septembre Noir se donne des airs radicaux...! En réalité ils ont tous préparé la voie aux manoeuvres ouvertes de Sadate. Celui qui est entré dans la "voie des négociations" ne peut qu'en subir les conséquences. S'imagine-t-on que Genève aurait pu ou pourrait donner de "meilleurs" résultats que Camp David ?

Devant la nouvelle menace de "paix séparée" entre l'Egypte et Israël, le camp bourgeois et petit-bourgeois arabe appelle à la reconstitution de l'"unité". Ce n'est pas elle, cependant, qui pourra mettre fin à l'holocauste du Moyen Orient, c'est au contraire le fossé de classe qui s'est ouvert ces dernières années dans la fausse unité arabe. C'est des masses prolétariennes et paysannes, mitraillées par leurs "frères de sang" autant que par leurs ennemis "d'autre sang", que doit venir enfin, à travers la guerre de classe étendue à tout le monde "civilisé", la Paix.

Luttes entre partis dans la Résistance palestinienne

On ne peut comprendre la tragédie palestinienne sans se souvenir que le Fatah d'Arafat qui dirige l'OLP a tenté depuis la guerre d'Octobre, qui a marqué le retour en force des Etats-Unis au Moyen-Orient, de jouer la carte d'un accord avec eux (la pression politique de l'Egypte et surtout les puissances financières de l'Arabie Saoudite aidant), pour constituer un mini-Etat palestinien garanti par les Etats-Unis et l'URSS la main dans la main avec le FDPLP de Hawatmeh, prosoviétique. Or comme cela ressort explicitement de tous les plans avancés par les uns et les autres et comme cela est accepté par Arafat et la direction du Fatah et de l'OLP, la constitution de cet Etat a pour condition préjudicielle le désarmement complet des Palestiniens.

L'autre élément est l'effondrement total de l'Etat libanais en 1975-1976 sous les coups de la guerre civile opposant d'un côté la droite chrétienne et de l'autre les masses plus ou moins encadrées par une gauche libanaise étroitement liée à la Résistance palestinienne. Il faut dire que dans ces événements complexes, l'OLP d'Arafat, sous prétexte de "non-intervention dans les affaires intérieures des Etats arabes", a d'abord joué, en accord avec la Syrie, un rôle de frein du mouvement populaire et même de la gauche libanaise de Joumblatt, puis carrément de paralysie du mouvement d'opposition à l'invasion syrienne.

L'invasion israélienne au Sud-Liban a porté un coup considérable aux derniers carrés de fedayin. Et il faut dire que les seuls éléments qui n'ont pas accepté le désarmement par les forces de l'ONU en accord avec l'OLP ont été massacrés par le Fatah après des procès bidons en "haute trahison". Il n'est pas besoin d'aller chercher la main de l'Irak pour expliquer ce qui a poussé les fedayin à s'opposer à leur désarmement. Ils ont refusé l'aplatissement complet devant l'ordre établi.

C'est dans l'effroi de la découverte de l'issue catastrophique de l'évolution de la Résistance que se sont sou-

levés héroïquement les quelques groupes de fedayin qui ont osé s'opposer aux Casques bleus français, ce qui leur vaut d'être systématiquement exterminés depuis des mois et des mois par tout l'ordre établi international même si l'Irak trouve momentanément un avantage politique à feindre de les soutenir.

Ces groupes renvoient comme en un écho tragique le refus des prolétaires et des masses exploitées arabes de capituler en même temps qu'ont capitulé toutes les bourgeoisies arabes devant leurs tâches révolutionnaires et toutes les organisations "démocratiques" sous le talon de fer de l'ordre établi. Mais leur voix dramatiquement étouffée devient d'autant plus inaudible que, dans leur vengeance héroïque, ils visent beaucoup plus la trahison des hommes, pauvres marionnettes de l'histoire, que les programmes et les principes qui devaient inéluctablement mener un jour les hommes qui s'en sont faits les hérauts à la capitulation.

La tragédie de la révolution palestinienne et arabe est que ses dirigeants ont renoncé avant d'avoir atteint le moindre objectif. Le rapport des forces était sans doute trop défavorable. Mais le cours historique tourne inexorablement les pages. La seule force qui peut désormais avoir de l'initiative dans cette région du monde ne connaît plus aucun Etat frère ni aucune solidarité nationale dans la lutte contre le monstre sioniste car tous les Etats, toutes les bourgeoisies se sont déjà entendues avec Israël et l'impérialisme contre les masses exploitées de la région. Cette force qui n'a d'autre voie que de déclarer en même temps la guerre à toutes les classes dominantes, c'est le prolétariat.

Sans doute faudra-t-il du temps pour qu'il devienne une force capable de peser consciemment sur le destin du Moyen Orient, mais lui seul peut se mettre à la hauteur des exigences de l'histoire, capitaliser les formidables leçons

(Suite page 5)

La Chine cautionne l'impérialisme français au Tchad

Quand Hissène Habré fut installé, pour son passé de rebelle, sur le fauteuil de premier ministre du Tchad, afin d'appâter l'opposition armée, aucune illusion n'était permise sur sa nature de marionnette de l'impérialisme français. Comme l'écrivait Le Monde dans son éditorial du 30 août : "même si la rébellion très divisée ne s'est pas manifestée depuis deux mois et semble actuellement "bloquée" par l'intervention de l'armée française, il est évident que la "charte fondaméntale" ne règle aucun problème de fond".

Qu'importe ! Pour les realpolitiker de Pékin, la politique de l'impérialisme français au Tchad, comme au Zaïre est une "politique sérieuse". C'est du moins ce qu'a déclaré Hua Kuo-feng à Chirac qui passait par là-bas, selon Le Monde du 23 septembre.

L'UNIVERS CAPITALISTE TOUT ENTIER

(suite de la page 1)

de main des "sandinistes" - qui ont dévoilé en même temps l'incapacité organique de la bourgeoisie locale à transformer en victoire politique le succès obtenu sur le terrain de la force, le bombardement aérien de la ville de Matagalpa a ajouté un nouveau titre de gloire à la démocratie d'Amérique Centrale. "Nous sommes désormais en guerre", disent les partisans de Somoza, et la guerre, on le sait, ne connaît pas de lois. Personne ne saura ja mais combien il y a eu de morts...

o o

C'est sur ce fond que se détachent aussi les luttes des mineurs péruviens et chiliens, l'"avalanche" de grèves aux Etats-Unis et surtout à New York, les manifestations contre la vie chère au Brésil, et même dans la très pacifique Australie. Le monde capitaliste est partout un volcan en éruption. Contre sa lave brûlante, le prolétariat mondial peut se défendre sur le terrain immédiat des luttes économiques ; il ne peut l'éteindre que par la lutte politique pour abattre le règne immonde du capital.

C'est du sous-sol de la société bourgeoise par courue de soubresauts incessants que monte le cri : "Révolution et dictature du prolétariat ! Communisme !". C'est de ses entrailles que naît l'impérieuse nécessité d'une nouvelle société et de la lutte pour l'instaurer, que le prolétariat est seul à pouvoir diriger.

LUTTE ENTRE PARTIS DANS LA RESISTANCE

(suite de la page 4)

des luttes grandioses du passé, ainsi que la formidable énergie encore comprimée des masses paysannes pauvres et suivre son cours, en laissant la petite-bourgeoisie déçue se bercer de ses illusions malvées et de ses rêves pieux, idéalisant les antiques solidarités aujourd'hui brisées sous le rude choc du développement historique.

Seul le prolétariat peut, en s'organisant sur ses intérêts communs par dessus les frontières d'Etats et les barrières de race et de nationalité, trancher les noeuds de l'oppression raciale, nationale et de classe qui écrase les classes exploitées du Moyen-Orient. Et pour cela il a besoin de l'aide du prolétariat des grandes métropoles impérialistes qui toutes pèsent d'un poids insupportable sur cette région, économiquement et stratégiquement vitale dans la guerre qu'elles se font entre elles et qui lie le prolétariat des pays "avancés" et la classe ouvrière et les masses prolétaires et miséreuses du Moyen Orient à un sort commun.

Sens des révoltes dans les jeunes capitalismes

Iran

Iran: Depuis des mois, les émeutes succèdent aux émeutes. La situation d'un pays brutalement projeté dans le tourbillon d'une expropriation massive de la paysannerie, menée en conservant leurs privilèges aux vieilles classes que le pétrole a permis de reconvertir, suffirait à expliquer les formidables tensions sociales qui viennent d'éclater dans ce pays.

L'incroyable accélération de cette "modernisation", provoquée par la hausse des prix du pétrole de 1973-74, a encore exaspéré les contradictions économiques et sociales, au point que les masses misérablement entassées dans les villes ne pourraient être nourries, à cause de la désorganisation des transports, et des effets ravageurs de la gloire du régime, la fameuse "révolution agraire", sans l'importation des céréales (" Les importations de denrées alimentaires augmentent actuellement de 14% par an. A ce rythme, l'Iran importerait avant 1985 plus de la moitié de son alimentation", Le Monde Diplomatique, juillet 1978).

Nicaragua

Nicaragua: Trois semaines de grève générale, un véritable soulèvement populaire. Les formidables tensions explosives qui parcourent toute la zone des Caraïbes et qui ont leur point névralgique en Amérique Centrale éclatent violemment au Nicaragua. Le mouvement actuel est le couronnement d'un crescendo de luttes de masses, surtout urbaines, contre les effets de l'exploitation forcenée de l'impérialisme yankee et de ses comparses locaux (dont les Somoza ne sont que les ignobles pantins), mouvement qui avait touché également El Salvador et surtout le Guatemala (voir Le Prolétaire, n° 270). Son importance est énorme, sous plusieurs aspects, et dépasse largement le cadre du pays, pour atteindre une portée non seulement régionale mais même continentale.

*

A travers les événements que connaissent l'Iran et le Nicaragua, on voit se profiler le futur alignement des différentes forces politiques à l'échelle internationale.

D'une part, les masses déshéritées et prolétarisées qui se sont soulevées contre la misère croissante, contre le chômage endémique, contre l'état étouffant de l'oppression impérialiste, et qui se sont placées d'instinct sur le terrain de la force pour essayer d'obtenir satisfaction ; d'autre part, l'ordre établi international, la chaîne de tous les Etats bourgeois et de leurs représentants.

Entre les deux, toute la gamme des humanistes et philanthropes, de l'orthodoxie chiite en Iran au front sandiniste au Nicaragua, en passant par les démocrates de partout, qui fixent comme tâche aux révoltes un simple gavage de gouvernement et, en l'absence du parti prolétarien indépendant, parviennent à diriger le mouvement. Mais que pourraient-ils faire d'autre, les uns et les autres, si la dynastie Pahlavi ou le clan Somoza tombaient, que de donner un masque libéral à des Etats totalitaires et centralisés qui se sont déjà révélés être des instruments de l'accumulation du capital ?

Ce dont les prolétaires, les semi-prolétaires et les paysans pauvres dont le sang coule aujourd'hui ont besoin, ce n'est pas seulement de chasser une dynastie mais de détruire l'Etat, tant pour briser les structures sociales archaïques et les restes du passé que pour aller, la main dans la main avec la classe ouvrière du monde entier, vers le socialisme.

ALGÉRIE: MISÈRE DE L'ANTI-IMPÉRIALISME BOURGEOIS

(suite de la page 1)

L'intérêt considérable qu'accorde l'impérialisme français à un compromis dans le conflit du Sahara occidental saute aux yeux si on tient compte de l'aspect économique des relations franco-algériennes. En effet, le gouvernement français ne peut que s'inquiéter devant les progrès enregistrés par les USA et la RFA dans leurs échanges commerciaux avec l'Algérie. En 1976, les USA ont absorbé 42,9% des exportations algériennes, soit une augmentation de plus de 25% par rapport à l'année précédente. La valeur des ventes allemandes pour l'Algérie a augmenté entre 76 et 77 de plus de 65% alors que celle des ventes françaises n'a augmenté durant la même période que de 19%. Le volume des contrats conclus entre l'Algérie et les firmes françaises est passé de 7 milliards en 75 à 1,75 milliard en 76 pour atteindre seulement 2 milliards en 77. C'est ainsi que la France a dû en 77 céder aux USA la place de premier partenaire commercial de l'Algérie.

Et quelle a été la réaction du régime soi-disant "anti impérialiste" d'Alger devant ce retour en force de l'impérialisme français dans la région? Avant de donner quelques éléments de réponse à cette question, il est utile de revenir un peu en arrière pour mieux saisir l'évolution d'un régime qui se fait passer sans la moindre pudeur comme étant à la pointe du combat contre l'impérialisme dans le "tiers-monde".

Certes, le clan de Boumediène a bien critiqué dans les années soixante les accords d'Evian, dénoncés par notre Parti comme une issue favorisant incontestablement l'impérialisme français et comme une formidable renonciation politique de l'aile modérée du mouvement national algérien. Mais ce n'est pas pour affronter de façon radicale les questions de la révolution que Boumediène et ses compagnons ont marqué leur réticence vis-à-vis des accords d'Evian. Au contraire, cela leur permettait d'écarter le groupe du GPRA et de passer pour des "durs" aux yeux des djounouds de l'ALN qui voyaient leurs aspirations profondes frustrées par le dénouement imposé à l'indépendance. Et c'est toujours Boumediène, principal organisateur de l'ascension de Ben Bella qui, en tant que ministre de la Défense, a permis à la France de faire ses essais nucléaires au Sahara ainsi que de maintenir pour quelques années la base navale de Mers-El-Kébir.

Depuis le début des années 70 qui ont vu le décollage industriel de l'Algérie, il n'est pas difficile de remarquer à travers les luttes de clans au sein de l'appareil d'Etat et du prétendu "Conseil de la Révolution", la concurrence qui règne entre les divers impérialismes sur le ring... algérien. Et qu'on ne dise pas que le nec plus ultra de l'anti-impérialisme, c'est, avec la fameuse politique de diversification des partenaires commerciaux, la multiplication du nombre des impérialismes chez soi, c'est-à-dire l'addition de leurs poids respectifs!

Les prétoriens d'Alger évoqueront peut-être alors le "courageux" épisode de février 71 qui a vu la nationalisation du pétrole, ce qui a représenté un coup sérieux pour le clan "français". Quant à nous, qui ne pouvons être accusés de courir après une mythique indépendance économique, nous rappellerons cependant de façon polémique ces faits têtus : 30% des échanges de l'Algérie se font avec l'ancienne métropole ; un million d'Algériens en France fournissant la deuxième source en devises après les hydrocarbures. Comment ces faits, qui démontrent l'extrême dépendance économique de l'Algérie vis-à-vis de l'impérialisme français, ne se traduiraient-ils pas sur le terrain politique ?

Après le refroidissement des relations franco-algériennes que suscita la crise pétrolière, Boumediène accueillit en 74 le président français: on parla de page tournée dans l'histoire des relations entre les deux pays et surtout de brillantes perspectives pour les affaires. Mais pareille liesse ne dura qu'un temps. La crise du Sahara qui a vu Paris soutenir le Maroc dans son invasion de l'ex-colonie espagnole a entraîné une nouvelle crispation

dans les relations algéro-françaises. On se souvient que cet épisode a donné à Alger un prétexte fallacieux pour se présenter à nouveau comme le "bastion de la révolution en Afrique" menacé par l'impérialisme et la réaction.

Mais qu'a fait au juste Alger pour tenter de contre-carrer l'offensive récente de l'Elysée? La réalité est qu'Alger a besoin que les organismes financiers français puissent assouplir les conditions de crédits accordés aux entreprises nationales afin de pouvoir compenser son déficit commercial. De plus les jeunes bourgeois algériens, qui font figure de plaisantins aux yeux des hommes d'affaires US, sont irrités par les fluctuations du dollar et autres procédés par lesquels les firmes américaines arrivent à s'en tirer aux dépens des derniers arrivés sur le marché mondial. On peut citer à titre d'exemple le contrat d'El Paso 2 qui portait sur la livraison de 10 milliards de m³ de gaz par an à partir de 1981 et qui est devenu caduc en 1978.

Au 15e sommet africain qui s'est tenu à Khartoum le 19 juillet, une rencontre secrète entre le président algérien et la nouvelle délégation mauritanienne a eu lieu sur l'initiative de l'Algérie. A l'issue de cette rencontre, le chef d'Etat algérien a déclaré: "Le changement intervenu en Mauritanie ouvre de nouvelles perspectives de paix dans la région". On voit bien que, par Mauritaniens interposés, le gouvernement Giscard a répondu "comme il faut" aux préoccupations du régime d'Alger.

Il n'est donc pas étonnant dans ces conditions que ce soit à Paris que ce sont déroulés jusqu'à présent les différents contacts devant aboutir à l'ouverture de négociations entre les différentes parties engagées dans le conflit du Sahara occidental ni que les consultations entre Houphouët-Boigny et les envoyés marocains, algériens, mauritaniens et sahraouis aient été justement précédées par les consultations entre Houphouët et Giscard. Le plan Houphouët-Boigny prévoit déjà que "Marocains, Algériens, Mauritaniens et Sahraouis doivent se réunir quelque part en Europe pour discuter d'une issue pacifique de l'affaire du Sahara" (voir Afrique-Asie n° 168-169 du 4/9/78).

La prédisposition des soi-disant "anti-impérialistes" au compromis ne date pas d'aujourd'hui. En 1977, la Libye a commencé à manifester sa "gêne" devant les coups portés par les combattants sahraouis à la ville mauritanienne de Chinguetti où les Libyens ont des investissements et des projets économiques importants. C'est à partir de cette date que Tripoli a demandé aux dirigeants sahraouis de se débrouiller pour "imaginer une solution au problème du Sahara occidental" (solution pacifique s'entend).

Derrière les rencontres qui se sont déroulées durant le mois de septembre 77 entre, d'une part, le secrétaire d'Etat marocain Khali Henna et le ministre sahraoui des affaires étrangères Ibrahim Hakim et, d'autre part, entre celui-ci et la délégation mauritanienne à Nairobi, il n'est pas difficile de discerner le jeu des gouvernants d'Alger. Quant à la direction du Front Polisario, les pressions du régime algérien ne peuvent que modérer ses ardeurs anti-impérialistes: "Je lance un appel au Maroc afin qu'il retrouve la voie de la raison et qu'il permette au peuple sahraoui de jouir de sa liberté durement arrachée... Un rôle naturel et logique revient à la France pour l'instauration de la paix". C'est ce qu'a déclaré M. Sid Ahmed El Battal, membre du comité exécutif du Front Polisario. (voir Sahara-Info, n° 27-28 de septembre 78).

Hassan II n'a pas hésité cependant à proclamer que "Rabat ne tolérerait pas l'établissement de frontières autres que mauritaniennes au sud du Maroc" et a ainsi exclu "la transformation en un "mini-Etat" sahraoui de la portion de l'ancien Sahara occidental attribuée à la Mauritanie" (Le Monde du 27-28 Août 78).

Mais l'"intransigeance" de Hassan II sera certainement de courte durée: d'abord parce qu'il n'a pas les moyens de

(suite page 7)

ALGERIE : MISERE DE L'ANTI-IMPERIALISME BOURGEOIS

(suite de la page 6)
payer le prix d'une attitude qui mettrait dans l'embarras l'impérialisme français, vu l'emprise financière de ce dernier sur le Maroc et puis parce que les USA, qui ont jusqu'ici tacitement soutenu Rabat, auront de moins en moins intérêt à froisser une bourgeoisie algérienne qui manifeste chaque jour sa volonté d'ouvrir en grand son marché aux marchandises et capitaux américains.

Déjà au début de l'année, lorsque la Maison-Blanche a décidé de livrer au Maroc deux douzaines d'hélicoptères Cobra et deux douzaines d'avions de reconnaissance connus par leur efficacité anti-guérilla OV-10, le New York Times (qui passe pour refléter souvent les vues du Département d'Etat) écrivait: " Les Etats-Unis ne devraient rien faire pour soutenir les prétentions du Maroc sur le Sahara. La meilleure politique pour les Etats-Unis consisterait à observer la neutralité entre les antagonistes, ce qui signifierait user de l'influence américaine auprès de Paris pour que les Français réduisent leur engagement et en même temps refuser les armes que demande le Maroc. L'administration Carter ne doit pas suivre l'exemple de ses prédécesseurs qui ont tourné le dos à l'Algérie. Bien que le président Houari Boumediène ait souvent dénoncé la politique américaine, il a encouragé le développement des relations commerciales avec les Etats-Unis et a récemment manifesté sa volonté d'adopter une position moins militante sur les problèmes du dialogue Nord-Sud "(cité par Jeune-Afrique, n° 893 du 15/2/78).

Et dire qu'il se trouve des gens qui soutiennent le régime d'Alger pour son engagement aux côtés des luttes anti-impérialistes et pour le "danger" qu'il représente pour les différents impérialismes et principalement l'impérialisme américain! Ces gens-là feraient mieux de méditer ces paroles qui ne sont pas de Senghor mais de Bouteflika: " Je me félicite de l'intérêt de la France à rechercher une solution dans l'affaire du Sahara occidental. C'est exactement comme cela que nous avons toujours imaginé son rôle dans la région. Ses intérêts y sont anciens et demeurent importants avec les uns et les autres "(Jeune-Afrique, n° 920 du 16/8/78).

Pour mieux saisir l'importance du service rendu à l'impérialisme français par les prédispositions de Tripoli et d'Alger au compromis, il est intéressant de rappeler l'intérêt stratégique considérable du Sahara occidental. En effet, à partir du Sahara, l'impérialisme français ne se trouve pas loin des bases américaines situées à proximité des îles Canaries (sud de Ténérife, Las Palmas, sud de la Grande Canarie en rapport avec la base de Kénitra). L'impérialisme français poura également, à partir de là, reconstituer ce qui a été détruit par la vague révolutionnaire qui a secoué les ex-colonies portugaises: la perte des îles du Cap Vert qui abritaient l'une des plus importantes bases de l'OTAN et constituaient la seule escale "visible" en Afrique de l'Ouest pour les avions sud-africains. La France poura aussi contrôler les gros pétroliers qui doivent emprunter la route du Cap et passer au large des côtes sahraouies pour se rendre en Europe.

(Suite page 8)

ثوار فلسطينيون ينددون بالنظام الجزائري

تحيل أي فلسطيني لـ " أبو خليل " سواء في الوظيفة أو العمل أو الزيارة أو السفر أو حتى استئجار بيت ... وكان على المناضل الفلسطيني اما ان يلتزم بخط عرفات او ان يفتح باب الاعتداء على اسط حقوقه الانسانية على مصراعيه.

و في مقالة أخرى تخاطب نفس المجلة الفلسطينية بومدين قائلة :

" لقد قمتم بالاعتراف بمنظمة التحرير أنتو وإخوانك الملوك والرؤساء في الرباط والجزائر . لقد فعلتم ذلك بعد أن علمتم الفارق الموجود بينها وبين الشعب الفلسطيني و حقوقه المشروعة و بعد أن نزعتم من كلامكم تحرير فلسطين و ربما بعد أن علمتم أنها ستبث عن عطف وحنان و أنها ستضمن مصالحها في المنطقة و حقها في الدفاع عنها أكثر مما صرحتم به أنفسكم * و في النهاية بعد أن أصبحتم تمارسون لعبة الأهواء المختلفة . "

* تشير الصحيفة لـ إلى خطاب بومدين أمام المؤتمر الخامس للاتحاد العام للعمال الجزائريين حيث صرح : " لـ لا أؤمن بالولايات المتحدة لها مصالحها في المنطقة و حقها الاهتمام بها و الدفاع عنها . "

** تعتبر " فلسطين الثورة " مجلة وطنية ديمقراطية وليست شيوعية - و لذلك فلن الانتقادات الموجهة لبومدين تأخذ صبغة خاصة ...

أليس دليل الطابع " التقدمي " و " المضاد للامبريالية " الذي يخرجه البعض النظام الجزائري هو في " تأييده " للمقاومة الفلسطينية ؟ لقد طرح علينا مثل هذا السؤال كرد على تنديدنا السياسي بالطابع الديماغوجي الذي يكتبه هذا التأييد . لكنه لسنا بمفردنا فيما يخص هذا الأمر إذ أن الفلسطينيين أنفسهم قاموا بمثل هذا التنديد لـ النظام الجزائري . و هذه بعض المقطعات من مقالة صدرت في عدد 16 - أبريل 78 عن لسان يسار حركة - فتح - فلسطين الثورة . "

" فقد حدد النظام الجزائري موقفه تحت شعار براق :

نحن مع الفلسطينيين في أي قرار يتخذونه أما الفلسطينيين الذين يعينهم النظام الجزائري فهم بالتحديد قيادة منظمة التحرير . "

... لأن النظام الجزائري يدعم الخط اليميني بالتحديد داخل قيادة المنظمة و لعل أفضل أصدقاء النظام هم : ياسر عرفات خالد الحسن أبو جهاد و هم نفس أصدقاء السعودية للنف - ...

لأن الوقائع تقرباً أنه لعب دوراً هاماً في تشجيعها على التفاوض مع العدو الصهيوني و على المطالبة بالسلطة السياسية غاربا المثل في أن الثورة الجزائرية نفسها فاوضت فرنسا متجاهلاً الفرق العائل بين الحالتين و مع التحفظات . "

" ... و كانت سلطات النظام الجزائري

ALGERIE : MISERE DE L'ANTI-IMPERIALISME BOURGEOIS

(suite de la page 7)

Et si on se penche sur les facteurs qui ont favorisé le retour en force de l'impérialisme français dans la région on verra que l'Algérie n'a pas joué un rôle mineur. Autrefois l'impérialisme français espérait garder indéfiniment sous sa tutelle l'Algérie qu'il considérait d'ailleurs comme un simple "département d'outre-mer". Il était donc naturel pour lui de rattacher à l'Algérie Tindouf et les mines de Gara Djebilet lorsqu'il s'agissait d'introduire artificiellement les distinctions entre les différentes "entités nationales" en Afrique du Nord. Et voilà que l'Algérie héritant du

Les falsifications de "Révolution algérienne"

Dans son numéro 745 du 31 mai, l'organe du FLN Révolution Africaine n'a eu aucune gêne à reprendre passages et tableaux à partir d'un article intitulé "L'Afrique proie des impérialismes" et publié dans le numéro 76 de mars 78 de notre revue internationale Programme Communiste. Naturellement l'organe du FLN ne pouvait reprendre les données de notre article qu'en lui faisant subir transformations et mutilations qui le rendent méconnaissable.

En premier lieu, l'organe du FLN se garde bien de placer l'étude sur l'impérialisme et l'Afrique dans le cadre politique qui est le sien dans notre revue, à savoir le cadre internationaliste. L'anti-impérialisme algérien étant ce qu'il est, c'est-à-dire un anti-impérialisme de façade exprimant le point de vue d'une bourgeoisie économiquement arriérée et dominée, il n'a pas besoin d'aller jusqu'à mettre en cause les fondements mêmes du capitalisme mondial et d'appeler par conséquent à la soudure du combat anti-impérialiste des masses exploitées des colonies et des semi-colonies avec la lutte de classe du prolétariat des métropoles.

Révolution Africaine en vient ensuite à la falsification pure et simple. C'est ainsi que dans la reproduction du tableau ayant trait au contrôle du marché africain en 1975 on trouve supprimée l'URSS dont les exportations à cette date s'élevaient à 797 millions de dollars, sa part dans les exportations du pays à 2,4% et sa part détenue dans le marché africain à 1,6%. Le même procédé est utilisé s'agissant du tableau concernant la couverture du commerce avec l'Afrique.

L'organe du FLN passe également sous silence le passage de notre article qui dénonce la Gauche française. En effet, celle-ci cache ses appétits impérialistes derrière les couleurs de l'amitié avec un pays "progressiste". Elle reproche ainsi au gouvernement-Giscard un choix qui risque de faire perdre le plus grand marché d'Afrique en l'occurrence l'Algérie ! On comprend bien que le FLN approuve le rôle de médiateur que jouent PC et PS pour rétablir les relations entre la France et l'Algérie comme cela s'est réalisé dans le cas de la Guinée.

Enfin, les rédacteurs de Révolution Africaine ont sans doute oublié de reprendre notre passage qui rappelle "la complaisance de la bourgeoisie algérienne rassist" vis-à-vis des tendances social-impérialistes de la Gauche française qui, il y a vingt ans, n'hésitait pas à voter les lois de guerre contre la Révolution algérienne.

Mais le fait que les théoriciens de la bourgeoisie vont piller une revue du communisme honni ne prouve-t-il pas qu'ils n'ont plus rien à dire et que cette classe n'a plus qu'à céder la place ?

cadeau de Tindouf hérite par la même occasion des griefs du Maroc. Quoi donc de plus naturel qu'à la faveur de la dispute le régime de Boumediène appelle au secours l'impérialisme français pour arbitrer le différent ?

Certains observateurs ont affirmé récemment que les voies de la négociation ont été une nouvelle fois bloquées et n'hésitent pas à soutenir que les risques d'une guerre entre le Maroc et l'Algérie n'ont jamais été aussi grands en partant de l'incident de Sidi Amara du 27 août qui aurait vu un accrochage entre les forces armées royales et des troupes algériennes (voir Jeune Afrique, n° 924 du 20/9/78).

Si nous n'avons pas les moyens de réfuter l'hypothèse, nous pouvons au moins rappeler que, comme nous l'avons déjà montré dans la brochure que nous avons consacrée à la question épineuse du Sahara, ni Rabat ni Alger ne peuvent prendre au pied de la lettre leurs déclarations "guerrières" de peur que la guerre ne débouche sur une "déstabilisation" telle de l'Etat qu'elle laisserait le champ libre à la révolte qui gronde dans les deux pays.

Cela n'exclut nullement des accrochages entre les armées belligérantes ni même une guerre de quelques jours qui permettrait par exemple aux deux régimes de faire face à la crise et au mécontentement intérieurs. Mais l'important est qu'une telle guerre aurait pour conséquence d'accroître encore le rôle de l'impérialisme français qui en profitera dans la mesure où il aura à "aider" les protagonistes à la contenir dans les limites "raisonnables" et à parer aux risques d'une dangereuse défaite d'un côté comme de l'autre.

Dans la querelle du Sahara, où la révolte sahraouie aurait pu servir de levier aux masses exploitées du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest, notamment en Mauritanie et au Sénégal, pour desserrer l'étreinte étouffante de l'oppression impérialiste, l'Algérie n'a utilisé cet élan avec le cynisme habituel des bourgeois que pour faire valoir ses intérêts d'épicier et de brigand, sacrifiant, comme nous l'avions prévu, les intérêts des Sahraouis à un arbitrage sous l'égide de Paris. Le résultat catastrophique est le retour en force de l'impérialisme français dans la région et l'accroissement général de sa pression économique et politique sur l'ensemble du Maghreb et de l'Afrique occidentale. Voilà où mène l'"anti-impérialisme" de nos bourgeois.

Seul le prolétariat est véritablement anti-impérialiste bien que dans un sens différent de celui qu'entendent les bourgeois, parce que, pour s'émanciper, il doit détruire l'impérialisme et pour cela, les fondements mêmes du capitalisme. Mais il ne peut le faire sans mener en même temps la lutte à mort contre toute la chaîne des Etats bourgeois aussi "progressistes" qu'ils puissent se prétendre.

EL PROGRAMA COMUNISTA N° 27-28

Revue en langue espagnole

- La evolución de las relaciones interimpérialistas desde la última guerra.
- Cuestión femenina y lucha de clase.
- Las proezas del marxismo universitario : a propósito de las obras de Baran y Sweezy.
- El "pensamiento de Mao" : expresión de la revolución democrático-burguesa en China y de la contrarrevolución antiproletaria mundial (I).
- Acerca de la revolución en América Latina.
- El programa del Partido.

L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire

Depuis quelques mois, des voix se sont élevées pour protester contre "l'amnésie collective" organisée autour de Ben Bella et contre sa détention "arbitraire et scandaleuse". Le dirigeant démocrate M. Lebjaoui est même allé jusqu'à faire une grève de la faim de ...24 heures!

Que la "démocratie africaine" ultra-moderée style Jeune Afrique fasse autant de bruit autour de l'affaire Ben Bella ne doit pas surprendre les travailleurs tant soit peu conscients. Plus intéressant est le fait de voir un parti se réclamant de la révolution et du socialisme comme le PRS écrire: "notre soutien est donc acquis à toutes les initiatives prises pour dénoncer ce qui "a été fait pour organiser une amnésie collective autour de Ben Bella" ainsi que le "mystère et le scandale" de sa détention et ce, au nom de la défense des droits de l'homme et de la démocratie, élément fondamental de notre combat pour le changement en Algérie" (PRS-INFO-Août 78). A cette occasion, nous nous devons de rappeler la position de notre parti face à la situation qui prévaut en Algérie et partant vis-à-vis de toutes les forces qui se meuvent sur le terrain social et politique.

Il est indéniable que la question de la démocratie a été l'élément le plus marquant dans la vie politique officielle durant ces dernières années en Algérie. D'une part on a vu l'Etat bourgeois lui-même lancer toute une série de consultations "populaires" en vue d'"institutionnaliser" le statu quo, c'est-à-dire de tenter de donner à l'équipe dirigeante un semblant de "légitimité" et faire croire au "peuple" qu'il est le détenteur d'une mythique "souveraineté". D'autre part, on a assisté, depuis 1976 surtout, à une campagne démocratique marquée par l'appel des quatre lancé en mars 76 et la circulation à Alger, en décembre de la même année, d'un document intitulé: "Pour la liberté et la démocratie".

Cette campagne fait ainsi des libertés démocratiques son cheval de bataille et reconnaît dans les personnalités historiques de l'aile modérée du mouvement national algérien (F. Abbas, Y. Benkhadda, H. Lahouel et Kheireddine) ses représentants déclarés.

Il est essentiel pour nous de replacer cette campagne démocratique dans son contexte général et de rappeler ses thèmes et méthodes en vue de dégager un bilan qui puisse nous aider à mieux cerner sa portée et sa fonction dans l'évolution générale de la lutte de classes en Algérie. Il va sans dire que nous considérons la campagne démocratique dans son sens large, c'est-à-dire dans sa version gouvernementale avec l'organisation des comédies électorales qu'elle supposait, aussi bien que dans sa version de prétendue opposition libérale.

Du point de vue du régime de Boumediène, le déclenchement du "processus démocratique" répondait à deux préoccupations d'ordre social et politique. D'un côté, le régime se voyait devant la nécessité de trouver un exutoire au mécontentement du prolétariat et des masses exploitées qui prenait chaque jour de l'ampleur en raison de l'aggravation des conditions de vie des larges masses déjà misérables. Ce mécontentement exprimait la faillite de toute la politique de rapiécages réformistes suivie par le gouvernement notamment dans l'agriculture, l'importance des répercussions de l'inflation internationale au travers de la dépendance croissante que connaissait l'Algérie vis-à-vis des centres impérialistes et enfin les conséquences catastrophiques de l'arrêt de l'émigration en direction de la France "décidée" fort à propos par le gouvernement algérien à l'heure même où la crise capitaliste en France rejetait un nombre de plus en plus important de travailleurs émigrés dans leur pays d'origine après les avoir longtemps surexploités.

D'un autre côté, le régime était contraint de jouer la carte de la "mobilisation populaire", ce qui signifiait

l'utilisation de l'élan des masses travailleuses comme rempart contre les fractions bourgeoises qui commençaient à contester son "autorité" et à lui dénier toute "légalité". Dans ce contexte, l'"affaire" du Sahara Occidental et la mise à profit de la sympathie qu'éprouvent les masses algériennes pour la lutte courageuse du peuple sahraoui ont été bien exploitées!

D'ailleurs, les points forts des campagnes pré et postélectorales ne pouvaient que confirmer le caractère foncièrement conservateur de toute l'entreprise engagée par Boumediène. Il s'agissait essentiellement de "parachever la construction d'un Etat fort qui survivrait aux gouvernements et aux hommes", les fidèles soutiens du régime se gardant bien de dire quoi que ce soit sur la nature de classe de cet Etat. Au contraire, celui-ci est démagogiquement présenté comme une institution au service du "peuple" tout entier au mépris de tout ce que les masses ont pu constater durant les années difficiles, tourmentées et parfois sanglantes qu'a connues l'Algérie depuis son accession à l'indépendance (coups de force contre les révoltes de Kabylie, des Aurès, du Sud et de l'Oranais dans les années 63-64, mise au pas de l'UGTA en 67-69, violences contre les étudiants en 71, répression sauvage du mouvement ouvrier depuis 74, etc.).

Les résultats que les officiels affichaient à chaque fois que prenait fin une campagne électorale (lesquelles ont toujours vu les suffrages favorables au régime tourner autour des 90%!) en disent long sur les méthodes suivies par l'Etat pour laisser s'exprimer "librement" la "conscience populaire". C'est ainsi que les masses ont été invitées à discuter l'avant-projet de "Charte nationale" dans les limites fixées par les architectes qui ont tracé le cadre du "socialisme national" algérien et partant dans le respect absolu de l'option qui consiste à marier Socialisme et Islam, Socialisme et Propriété privée et enfin Socialisme et Etat fort.

Jeux démocratiques du régime et de l'«opposition libérale»

Aujourd'hui, nous ne serons certainement pas les seuls à soutenir que le débat sur la Charte a non seulement permis à la bourgeoisie de détourner et de canaliser la colère des masses dans des rassemblements inoffensifs parce qu'encadrés par le FLN et ses organisations de masse mais a également été une grande opération de repérage des éléments quelque peu critiques ou subversifs, et de flicage tout court. On voit bien au passage comment les jeunes bourgeois apprennent à faire leurs sales leçons des vieilles démocraties pourries où vote et police vont de pair.

Dans ce sens, les campagnes électorales ont vu le régime de Boumediène sortir vainqueur non pas tant au niveau officiel des suffrages - de toutes façons déterminés d'avance - que parce qu'il a réussi, non sans l'aide des staliniens du PAGES, et même si ce n'est que pour quelque temps, à mettre à son profit la réaction instinctivement juste des masses face à l'impérialisme français, à la monarchie marocaine et à l'hypocrisie des tenants de la démocratie libérale type F. Abbas.

On pourrait nous rétorquer par exemple qu'il faut chercher le caractère historiquement "positif" de la démocratie non pas dans les campagnes électorales de Boumediène mais plutôt dans les initiatives prises par l'opposition libérale.

L'ETAT N'EST PAS A DEMOCRATISER, MAIS A DETRUIRE

(Suite de la page 9)

Eh bien, parlons-en de cette "opposition libérale" ! F. Abbas, Benkhadda et consorts se sont bien gardés cette fois d'appuyer leur revendication des libertés politiques par un "appel au peuple", à la lutte contre l'Etat comme ils l'avaient fait - même si ce n'était pas de gaieté de coeur - il y a vingt ans. Bien au contraire, leur lutte n'est jamais allée plus loin qu'une requête polie à Boumediène, le priant de "démocratiser" le régime.

En réalité, ces grands défenseurs de la "personne humaine" qui font du bruit autour d'un Ben Bella montrent le bout de leur nez lorsqu'il s'agit non plus de la "personne humaine" des grandes personnalités de ce monde, mais de celle des ouvriers et des paysans pauvres: ils n'ont pas élevé la voix ni la moindre protestation lors de la répression sauvage des émeutes de Ain-Beida en 76 ou de la grève des dockers durant l'été 77. Ce qui prouve que pour eux les "droits de l'homme" sont tout simplement les droits du bourgeois et que les "libertés" s'arrêtent là où elles gênent les intérêts de classe de la bourgeoisie.

Communisme révolutionnaire et démocratie bourgeoise

La classe ouvrière méprise à juste titre ces démocrates mais elle doit reconnaître que les tenants du "manifeste de mars" ont une saine logique de classe. Hier, ils avaient besoin du "peuple" pour mettre les Français dehors et c'est au nom de cela qu'ils s'imaginaient représenter les intérêts du "peuple", du "peuple" en général. Aujourd'hui, passée l'ivresse de la victoire, les intérêts de la classe qu'ils représentent sont devenus plus forts, plus nets, plus tranchés, surtout avec le développement industriel de ces dernières années. Aujourd'hui, ils savent que tel qu'il est, le régime de Boumediène, qui ne peut tolérer ni pluripartisme ni autonomie relative du syndicat national, est au service des intérêts économiques de la bourgeoisie dans son ensemble même s'il prive politiquement les différentes fractions bourgeoises de leurs expressions particulières.

Naturellement, ils se gargarisent encore des mots de "liberté" et de "démocratie", mais ils promettent à Boumediène de ne les revendiquer qu'en tenant compte des intérêts bien compris de l'Etat fort, c'est-à-dire en les subordonnant aux exigences du renforcement de cet Etat fort dont ils ont tous besoin ensemble pour maintenir leurs privilèges sur le dos de la classe ouvrière et des masses paysannes pauvres. Mais, ils veulent néanmoins se servir du passé de lutte commune "pour les libertés" avec le "peuple" pour le mettre, lui qui reste bridé et enchaîné, de leur côté dans les marchandages politiques avec Boumediène. Ainsi, ils tentent de prendre appui sur le mécontentement populaire pour renforcer leur position et le détourner au profit du renforcement de l'Etat.

Il faut que la classe ouvrière s'assimile cette leçon de classe: comme la bourgeoisie libérale, elle doit subordonner la démocratie et les libertés aux exigences de sa lutte contre elle et non le contraire. Hier, il était juste de lutter avec les Ben Bella et les Abbas et tous les autres pour conquérir l'indépendance, seule manière d'en finir avec l'oppression nationale et les discriminations politiques qui mettaient un grand obstacle à l'organisation ouvrière.

Il était juste de revendiquer par conséquent comme les bourgeois et les petit-bourgeois progressistes et comme c'est inévitable au cours d'une révolution démocratique-bourgeoise, les fameuses libertés qui font partie intégrante du programme de démolition de l'ancien régime colonial. Le problème était alors que cette démolition soit la plus radicale possible, et elle ne pouvait extirper au

mieux les vieux rapports sociaux - cette combinaison monstrueuse de liens pré-bourgeois et des rapports de domination politique impérialiste - sans la plus large participation des masses, sans le maximum de "démocratie", de "liberté", bien que seul le prolétariat puisse, en prenant le pouvoir, mener cette transformation de façon conséquente, comme ce fut le cas dans la Russie de 1917.

Mais aujourd'hui, le problème n'est plus de promouvoir une transformation dans un sens plus démocratique de l'Etat bourgeois, qui est désormais pleinement constitué. D'ailleurs comme cela se vérifie tous les jours plus clairement en réponse à la crise internationale du capitalisme et ses répercussions catastrophiques en Algérie, loin de pouvoir être démocratisé, il se blinde tous les jours davantage, non contre l'impérialisme, déjà politiquement éliminé dans sa forme coloniale et les résidus des vieilles classes et castes, mais bien contre les luttes ouvrières et paysannes.

Il s'agit donc d'arracher avec la force de la lutte de classe, à cet Etat désormais à abattre, les droits - de grève, de réunion, d'organisation indépendante de la police et du parti officiel, etc. - que nous considérons comme des instruments indispensables à la lutte de classe du prolétariat et à son plein développement ainsi qu'à la lutte des larges masses paysannes exploitées. Il s'agit donc d'une lutte à mener contre la machine de l'Etat, qui vise à lui porter des coups et qui n'aura de plein résultat qu'avec sa destruction et l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière.

Dans le cours de cette lutte, il se peut bien que la bourgeoisie trouve momentanément commode une certaine "démocratisation" de l'Etat, opération qui vient d'avorter en Tunisie. Mais il ne s'agirait que de répondre à une pression de la classe ouvrière et des masses exploitées en y faisant pénétrer le poison d'une participation de façade, mensongère et purement décorative, destinée à stériliser cette pression. Aux démocrates réformistes de s'en faire les promoteurs. Aux communistes révolutionnaires de la combattre et de favoriser la lutte frontale qui nous rapproche de l'émancipation prolétarienne!

Le démocratisme attardé d'«el-jarida»

Une variante "socialiste" de ce démocratisme attardé est représenté par le PRS. Face à la querelle entre les fractions bourgeoises en désaccord sur la manière de faire triompher les prolétaires et les masses paysannes pauvres et ayant une appréciation différente de la question sahraouie sur la base de la défense commune de l'intérêt national (d'ailleurs, les derniers développements de cette question qui attestent de la recherche d'un compromis entre Rabat et Alger montrent bien que les différentes fractions bourgeoises ont toujours été d'accord sur le fond), le PRS se présente aux masses comme le défenseur conséquent de leurs intérêts.

Il n'en a pas moins mordu à l'hameçon du démocratisme et en est même arrivé jusqu'à soutenir l' "appel des quatre". C'est ainsi que "bien que ne partageant pas toutes les opinions contenues dans l'appel, le PRS soutient que la revendication de la démocratie ne concerne pas la seule "bourgeoisie libérale" mais répond aux aspirations profondes du peuple dans toutes ses couches" (El-Jarida n° 16, Avril 76).

Le PRS veut-il nous faire croire qu'aujourd'hui "l'élection d'une assemblée nationale constituante et souveraine" en Algérie pourrait répondre effectivement aux aspirations du prolétariat et des masses exploitées?

Le PRS veut-il nous faire croire que l'appel à la réconciliation avec le Maroc "au nom de la fraternité musulmane et de la solidarité humaine" aurait un quelconque

(suite page 11)

L'ETAT N'EST PAS A DEMOCRATISER, MAIS A DETRUIRE

(suite de la page 10)

caractère révolutionnaire? Alors, dans ce cas, il devrait maintenant se féliciter des contacts qui se déroulent à Paris et ailleurs entre les représentants respectifs de Hassan II et de Boumediène en vue d'arriver à un compromis!

Le PRS veut-il enfin nous faire croire qu'il est du devoir d'un parti qui se réclame du socialisme de lutter pour "établir les libertés d'expression et de pensée" en général, c'est-à-dire sans distinction de classe aucune?

Pour mieux saisir le caractère réactionnaire des principes démocratiques qui guident le PRS, il serait intéressant de faire un parallèle entre son action et celle du PAGES. L'observateur superficiel retiendra l'opposition formelle qui existe entre ces deux partis au sujet de la question de la démocratie: d'une part, des soutiens inconditionnels au régime, qui n'osent même plus revendiquer ouvertement le droit de cité et, d'autre part, des opposants "radicaux" au régime, qui n'hésitent pas à s'allier avec le diable pour "imposer la démocratie en Algérie".

C'est ainsi que pour le PAGES qui justifie toute son action politique fondée sur la collaboration de classes au nom de l'étape démocratique, il s'agit de "réaliser, autour des tâches communes du moment et de l'étape, le plus large front possible entre toutes les forces patriotiques et de progrès" (Déclaration du premier secrétaire du C.C. du PAGES-26/OI/76).

Nos "révolutionnaires-socialistes" ne s'inspirent pas de principes différents lorsqu'ils déclarent: "le PRS s'est déjà prononcé en faveur d'une issue démocratique(...). A ce stade il faut taire les divergences. Car la situation de notre pays est critique" (El-Jarida n° 16, Avril 76). L'on voit bien comment le PRS rejoint dès aujourd'hui le PAGES dans ses "principes" stalinien qui sont le démocratisme, l'inter-classisme et le patriotisme. Dans l'avenir, il est évident que le développement de la lutte de classes arrachera au PRS toute possibilité de se servir d'une quelconque phraséologie "révolutionnaire" car il serait pratiquement impossible de répondre aux exigences de classe du prolétariat tout en restant accroché à ces valeurs bourgeoises comme la Nation, la Démocratie, le "peuple en général", etc.

En disant cela, nous ne confondons pas le PRS et le PAGES. Ils ont des prémisses théoriques analogues, ce qui signifie que s'ils vivent encore ils doivent finir par se trouver ensemble, dans un moment plus avancé du cours de l'histoire nationale. En attendant, ils sont chacun de leur côté, le PRS étant à l'opposition libérale ce que le PAGES est au régime officiel, des gens de strapontin...

Nous soutenons pour notre part que dans la lutte qui oppose entre elles les fractions bourgeoises, le prolétariat n'a pas à chercher un allié parmi les moins conservateurs. Cela n'implique pas que nous resterions indifférents aux changements qui affectent la superstructure bourgeoise car l'appréciation correcte des différentes formes de domination bourgeoise nous aidera énormément lorsqu'il s'agit d'appliquer nos méthodes tactiques.

Nous nous réjouissons de voir se former des fissures dans le mur des classes dominantes et de leur Etat mais cette occasion présente à nos yeux une raison supplémentaire pour appeler le prolétariat et les masses exploitées à avancer dans la voie de la lutte pour leurs revendications économiques et sociales et pour leurs droits politiques et syndicaux dans une complète indépendance du point de vue de l'action et de l'organisation en profitant des faiblesses momentanées de l'ennemi de classe et en préparant le terrain pour le combat décisif en vue d'abattre le capitalisme. Toute autre voie ne mènera qu'à la confusion et ne manquera pas de déboucher sur un des innombrables pièges tendus par la bourgeoisie, et notamment le piège démocratique qui consiste précisément à colmater les fissures de la domination de classe.

Effervescence universitaire

De l'avis des officiels, l'université algérienne se débat dans deux grands problèmes qu'ils ne manquent pas d'ailleurs de lier entre eux pour mieux accréditer les men songes gouvernementaux: il s'agit d'une part de l'insuffisance des capacités d'accueil globales et d'autre part de la qualité des enseignements dispensés qui laisse à désirer.

On se rappelle qu'en 1971, date de la promulgation de la réforme de l'enseignement supérieur, l'Algérie venait à peine d'entrer dans un processus d'industrialisation et, le besoin de cadres se faisant cruellement sentir, ne trouva aucun mal à décréter la "démocratisation" de l'enseignement.

L'administration algérienne prétend aujourd'hui que le processus de développement en Algérie aurait atteint une phase "qualitative", ce qui supposerait un système de sélection plus rigoureux: c'est ainsi qu'en plus du caractère catastrophique des résultats du Bac, particulièrement cette année (82% d'échecs), l'accès à l'université devient chaque jour plus difficile (concours, mention, signature obligatoire de contrats avec l'ENS, etc.)

Ces dernières mesures n'ont pas manqué de provoquer la colère des étudiants qui étaient jusque-là imbibés d'illusions sur le caractère "démocratique" de l'enseignement. La fin de l'année universitaire 77-78 a connu une grande agitation marquée surtout par la grève des étudiants de Bab-Ezzouar (Alger) qui a suivi celle des étudiants de Boumèdès, des étudiants de langue vivante d'Oran et de ceux du centre universitaire de Tizi-Ouzou.

Les grévistes de Bab-Ezzouar manifestaient ainsi leur mécontentement devant la décision administrative de transférer à l'ENS (Kouba) 2000 étudiants de 1ère année appartenant aux filières scientifiques arabophones de l'USTA qui se trouvaient ainsi supprimées parce qu'elles ne répondaient pas aux exigences du développement capitaliste en Algérie.

Les étudiants ont occupé le rectorat et séquestré le recteur qui avait refusé de les recevoir. Face à ce mouvement, le régime lança ses forces de répression (darkis et flics) qui se chargèrent à l'aide d'une dizaine de chiens de disperser les occupants.

De la même manière que l'ouverture "démocratique" de l'université était dictée en 1971 par le besoin en cadres pour l'industrie et celui d'augmenter la concurrence entre eux, la fermeture et le renforcement de la sélection prétendument "anti-démocratique" d'aujourd'hui correspond au fait que l'industrie a atteint en gros ses objectifs mais aussi aux effets de la crise générale du capitalisme qui tend à réduire au maximum les faux frais de la production capitaliste dont la formation des cadres est partie intégrante.

La petite bourgeoisie alternativement happée plus que de mesure par la perspective du développement capitaliste et refoulée de façon brutale à ses moindres retombées, subit comme la classe prolétarienne l'anarchie de la production capitaliste qui ne pourra être supprimée que par la destruction du Capital, du marché, du profit et du salaire.

Ceux de ses fils qui comprennent la cause de ces maux ont un choix à faire: ou bien se mettre au service de la bourgeoisie, du régime et au fond de l'impérialisme, ou bien alors se mettre au service du prolétariat, de sa lutte, de la révolution communiste et de son parti.

BROCHURE "LE PROLETAIRE" N° 6

QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME ?

Socialisme scientifique contre "socialisme national" algérien

Pour le parti ouvrier indépendant

1. Les bases constitutives du parti communiste sont les mêmes dans tous les pays

La formation du parti de classe indépendant dans les aires géographiques dominées par l'impérialisme et où le développement du capitalisme pousse de plus en plus le prolétariat à manifester ses intérêts de classe est une question vitale qui se pose aujourd'hui parallèlement à celle de la reconstruction du parti dans les aires de haut développement industriel où il a été détruit en tant qu'organisation par la contre-révolution stalinienne depuis cinquante ans.

La constitution du parti soulève d'innombrables problèmes qui se discutent avec passion à l'heure où, les luttes de libération nationale passées dans de nombreuses aires géographiques, la classe ouvrière fait de plus en plus preuve, encore inconsciemment certes, mais obstinément, de sa présence, cherchant la voie de son entrée sur la scène historique avec ses revendications propres. Sur quelles bases doit se constituer le parti de classe ? C'est à cette question brûlante que nous voulons répondre en rappelant l'expérience désormais longue de 130 années d'un mouvement fait d'avancées et de reculs, de conquêtes glorieuses et de défaites où doivent se préparer les prochains assauts victorieux.

Or l'expérience du mouvement communiste enseigne que, depuis le début, le parti se constitue sur un corps de théorie, de programme et de principes unitaire et invariant qui guide désormais la lutte dans toutes les phases historiques et dans tous les pays.

Il peut sembler curieux au premier abord d'affirmer que le prolétariat se constitue en classe sur le même programme partout. Ce programme vaut pour les pays de capitalisme sénile, pour rissant, où toutes les forces historiques autres que le prolétariat ont épuisé leurs élans progressistes et où la révolution à venir sera purement communiste. Mais il vaut également aux yeux des communistes pour les pays où le prolétariat émerge à peine de la lutte anti-impérialiste et anti-féodale commune avec la bourgeoisie, la petite bourgeoisie et les masses paysannes, et où de nombreuses revendications politiques bourgeoises et "démocratiques" comme les droits politiques ou la réforme agraire - que la bourgeoisie s'avère incapable de réaliser sinon comme des moyens de duper les masses exploitées et de renforcer son Etat de classe contre elles -, deviennent désormais un levier politique de la révolution prolétarienne. Il vaut enfin pour les pays où se posent encore aujourd'hui les tâches brûlantes de l'émancipation politique, de l'unification nationale et de la destruction des restes de l'esclavage colonial.

Cependant, il suffit de se référer aux années 1840-1850 où naquit le marxisme et de considérer comment il posait le problème pour se convaincre que c'est bien ainsi qu'est né le Parti Communiste. En effet, ce qui était à l'ordre du jour alors, c'était le triomphe du capitalisme sur le féodalisme, de la bourgeoisie sur la noblesse, de la démocratie sur l'absolutisme, de la république sur la monarchie. Et voici ce qu'affirmait l'article premier des statuts de la "Ligue

des Communistes", réunie pour son premier Congrès pendant l'été 1847 :

"Le but de la Ligue, c'est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de la vieille société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée" (1).

RETOURNONS AUX CLASSIQUES

Il y a là vraiment de quoi faire hurler et enrager les prétendus "marxistes" qui depuis des décennies paradedent sur la scène théorique avec la fameuse théorie de la "révolution par étapes" selon laquelle le prolétariat n'est pas autorisé à penser à sa propre émancipation tant que n'est pas réalisée celle de son ennemie, la classe bourgeoise.

Pire, ces théoriciens stipendiés ont érigé en vertu la soumission de la classe ouvrière à la classe bourgeoise sous prétexte qu'est à l'ordre du jour la révolution bourgeoise. Ils passent soigneusement sous silence que l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat ne peut être aboli pour la raison que, selon la formule de Marx, le prolétariat combat pour la défaite "des ennemis de ses ennemis" en déclarant la guerre aux vieilles classes sociales et - aujourd'hui - à l'impérialisme. Ils oublient même de dire que c'est justement au coeur de cette lutte que se manifeste souvent pour la première fois le fossé existant entre la bourgeoisie et le prolétariat, et que seul le prolétariat est capable de lutter de façon conséquente, et jusqu'au bout, sans jamais regarder en arrière, contre l'ordre social existant.

La raison en est simple. Comme l'expliquera plus tard Engels dans "Socialisme utopique et socialisme scientifique" : "Dès sa naissance, la bourgeoisie était grevée de son contraire : les capitalistes ne peuvent pas exister sans salariés et à mesure que le bourgeois des corporations du moyen âge devenait le bourgeois moderne, dans la même mesure le compagnon des corporations et le journalier libre devenaient le prolétaire. Et même si, dans l'ensemble, la bourgeoisie pouvait prétendre représenter également, dans la lutte contre la noblesse, les intérêts des diverses classes laborieuses de ce temps, on vit cependant, à chaque grand mouvement bourgeois, se faire jour des mouvements indépendants de la classe qui

(suite page 13)

(1) Cité par Engels dans Quelques mots sur l'histoire de la ligue des Communistes, article écrit en 1885 et paru dans les Oeuvres complètes de Karl Marx, dans le volume intitulé Karl Marx devant les jurés de Cologne, Editions Costes.

POUR LE PARTI OUVRIER INDEPENDANT

(suite de la page 12)

était la devancière plus ou moins développée du prolétariat moderne. Ainsi, au temps de la Réforme et de la Guerre des Paysans en Allemagne, la tendance de Thomas Münzer ; dans la grande Révolution anglaise, les niveleurs ; dans la grande Révolution française, Babeuf " (2) .

C'est sur cette réalité matérielle indiscutable qu'est fondée la perspective de la révolution en permanence, décrite par l'Adresse du conseil général de la Ligue en mars 1850 : le prolétariat doit participer de toutes ses forces à la révolution anti-féodale pour la pousser jusqu'au bout et en faire un terrain de préparation de sa propre révolution qui vaincra à l'échelle internationale. Or la clé de cette perspective est la constitution du parti de classe indépendant :

"Au lieu de se ravalier une fois encore à servir de claque aux démocrates bourgeois, les ouvriers, et surtout la Ligue, doivent travailler à constituer, à côté des démocrates officiels, une organisation autonome secrète et publique, du parti ouvrier, et à faire de chaque commune le centre et le noyau de groupements ouvriers où la position et les intérêts du prolétariat seront discutés indépendamment d'influences bourgeoises" (3).

N'est-ce pas précisément le stalinisme qui a travaillé à "ravalier une fois encore" les prolétaires "à servir de claque aux démocrates bourgeois" en soumettant entièrement le parti communiste chinois au Kuomintang, en le privant de toute politique propre et même d'un programme agraire, en le rendant incapable de préparer les ouvriers et les paysans à la trahison de ce parti bourgeois ?

"S'il s'agit de livrer combat à un adversaire commun, point n'est besoin d'union particulière. Dès qu'il faut combattre un tel adversaire, les intérêts des deux partis coïncident momentanément, et dans l'avenir, comme jusqu'à ce jour, cette alliance prévue simplement pour le moment s'établira d'elle-même", donnait comme règle la même Adresse.

Le stalinisme décida, lui, que la révolution étant bourgeoise, le parti ouvrier devait faire un front permanent avec le parti bourgeois.

"Pour pouvoir prendre une attitude énergique et menaçante à l'égard de ce parti, dont la trahison envers les ouvriers commencera dès la première heure de la victoire, il faut que les ouvriers soient armés et organisés", rappelait encore l'Adresse.

Le stalinisme confia, lui, la direction des ouvriers armés au Kuomintang si bien que la bourgeoisie entreprit de désarmer les ouvriers avant même d'avoir remporté la victoire. Et comme les ouvriers subirent cette trahison sans y être préparés par un parti qui la leur taisait, ce fut une épouvantable défaite.

Depuis, le scénario a été le même partout même dans les révolutions les plus radicales où les tentatives des ouvriers de s'armer ont pu être combattues ou désamorçées par les partis démocratiques ou bien alors contrôlées par eux, de Saïgon à Alger, de Beyrouth à Luanda.

"Si les ouvriers allemands ne peuvent s'emparer du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans parcourir en entier une évolution révolutionnaire assez longue, ils ont, cette fois, du moins la certitude que le premier acte de ce drame révolutionnaire imminent coïncide avec la victoire directe de leur propre classe en France et s'en trouve accélérée.

"Mais ils doivent contribuer eux-mêmes à leur victoire finale en prenant conscience de

leurs intérêts de classe, en se posant aussitôt que possible en parti indépendant et, malgré les tirades hypocrites des petits bourgeois démocrates, en ne perdant pas un seul instant de vue l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : la révolution en permanence !"

C'est ainsi que se terminait la fameuse Adresse dont le cri sera de nouveau, nous en sommes sûrs, entendu dans les pays de double révolution de la même manière qu'il a été entendu hier par le prolétariat russe.

Le prolétariat est en effet une classe à part, ayant des intérêts à part, distincts de toutes les autres classes. La lutte qui naît du conflit entre l'ouvrier et le patron et qui devient, en se généralisant, une lutte de classe, ne pourra se terminer qu'avec le bouleversement total de l'ordre existant, qu'avec la destruction du salariat, du profit et du marché. Et ce conflit naît dès que se présente le rapport capitaliste de production qui produit ensemble le bourgeois et l'ouvrier. Cela suffirait à fonder la nécessité du parti indépendant de classe et la proposition que partout où existent des prolétaires, seraient-ils en nombre réduit, existe le besoin d'un noyau indépendant de parti.

C'est ainsi que se forge au cours du développement historique une classe qui n'a d'autre façon de vivre que de défendre ses conditions de vie et de travail et de s'organiser, qui ne possède de aucune réserve et n'a, dans toutes les luttes révolutionnaires, "rien à perdre que ses chaînes" Voilà pourquoi le prolétariat participe avec enthousiasme et ardeur aux révolutions qui ne sont pas les siennes mais aident cependant sa lutte en débarrassant le terrain de l'affrontement final entre la bourgeoisie et lui. Voilà pourquoi le parti communiste se propose de mener à fond et jusqu'au bout ces révolutions bourgeoises qui hâtent l'heure de la révolution communiste et, si le prolétariat est parvenu à se doter d'un parti indépendant, de faire tomber, comme ce fut le cas en Russie, le pouvoir entre ses mains.

Or, depuis le Manifeste du Parti Communiste que le deuxième congrès de la Ligue tenu en novembre 1847 a demandé à Marx et Engels de rédiger, le prolétariat a précisément sa théorie, son programme et ses principes, qui lui permettent de se constituer en parti à part.

Jusque là la lutte prolétarienne cherchait sa voie à tâtons, en accumulant cependant une formidable expérience de lutte : lutte économique avec le mouvement trade-unioniste et les coopératives, lutte politique, avec le chartisme ou le blanquisme, lutte théorique, avec le jaillissement des utopies révolutionnaires et communistes. Mais il fallait encore que ces différentes luttes se fondent en une seule, que la théorie, au lieu de s'opposer à la politique, c'est-à-dire à la lutte de classe, l'illumine, que la lutte économique, au lieu de s'opposer à la lutte politique, lui serve de terrain de regroupement des forces de classe, d' "école de guerre".

Désormais, comme l'affirmait le Manifeste, "le but immédiat des communistes" est le suivant : "constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat" (4). Voilà, honte aux immédiatistes de tout poil ! - le but immédiat des communistes, même si pour y parvenir, il faut passer par de nombreuses luttes comme la

(suite page 14)

(2) Editions sociales.

(3) Editions Costes, ibid.

(4) Union Générale d'Editions, Collection 10/18.

POUR LE PARTI OUVRIER INDEPENDANT

(suite de la page 13)

révolution anti-féodale - ajoutons aujourd'hui anti-impérialiste -, révolution qui n'est pas le "but" des communistes, mais celui des démocrates bourgeois, objectif sans doute puissamment révolutionnaire sur lequel les communistes ne crachent pas et pour lequel ils sont prêts à donner leur vie, mais qu'ils ne confondent jamais avec le leur.

Après avoir réalisé son but immédiat, "Le prolétariat, affirme encore le Manifeste, se servira de la suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat". Et "s'il détruit par la violence l'ancien régime de production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général, et par là même, sa propre domination en tant que classe. A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, surgit une association où le libre développement de chacun est la libre condition du développement de tous".

LES BASES DU PARTI MONDIAL DE DEMAIN

Depuis 1848, les armes théoriques et politiques du marxisme ont été rendues plus tranchantes, aiguës à la dure épreuve de l'expérience des assauts révolutionnaires et des défaites de la classe prolétarienne, ainsi qu'à celle du heurt avec les forces politiques adverses dans le mouvement ouvrier.

Le Manifeste pouvait encore dire : "Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers" ou encore "ils n'établissent aucun principe particulier sur lequel ils voudraient modeler le mouvement ouvrier", expressions ressassées jusqu'à l'écoeurement par les courants qui aujourd'hui mettent tous les péchés sur le dos du parti à cause de sa revendication de la direction de l'action de classe.

Mais à l'époque le mouvement prolétarien se présentait d'un côté sous forme de sectes essayant d'imposer à la réalité leurs catéchismes variés en niant la lutte de classe, soit de partis politiques revendiquant effectivement le pouvoir politique et regroupant avant tout des prolétaires, tout simplement parce qu'ils étaient les combattants les plus radicaux pour la "démocratie", mais sans programme social précis, comme c'était le cas du chartisme en Angleterre - du moins du chartisme de gauche - ou du blanquisme en France. Le problème était de combattre et de dépasser les sectes par la participation au mouvement réel du prolétariat et, réciproquement, d'introduire dans la lutte de classe que menaient d'authentiques partis ouvriers, la théorie communiste.

Mais pouvait-il subsister une discipline commune de parti entre la démocratie et le communisme prolétarien après la défaite du parti chartiste en Angleterre, l'insurrection de Juin à Paris et le fossé définitif que cette dernière ouvrit dans toute l'Europe entre eux, après qu'il fut démontré que, pour le prolétariat, la "conquête de la démocratie", c'est-à-dire dans le langage de l'époque la "conquête du pouvoir politique" ne pouvait signifier autre chose que l'insurrection violente, la dictature et la terreur révolutionnaire,

mais également la destruction complète de la machine d'Etat bourgeoise, inutilisable pour la classe ouvrière ?

De la même manière, pouvait-il subsister une discipline commune entre anarchistes et proudhoniens d'un côté, marxistes de l'autre après la vérification expérimentale par la Commune de Paris du besoin de la dictature et de la terreur révolutionnaires, c'est-à-dire d'un Etat prolétarien, de la coercition, de la contrainte et de l'autorité ; et surtout après qu'il fallut se rendre à cette évidence que la défaite était due au tragique manque d'un organe capable de diriger la classe, après que Marx eut rappelé, en s'appuyant désormais sur un tragique bilan : "la tâche de l'Internationale est d'organiser et de concentrer les forces prolétariennes pour le combat qui les attend" (5) ?

Le vieil Engels pensait donc que la prochaine Internationale serait "immédiatement communiste". Quant à Lénine, quand il s'agit de constituer le parti en Russie, c'est-à-dire dans un pays en retard par rapport à l'Occident, désormais mûr pour une révolution immédiatement communiste, il écrivait :

"Convaincus que seule la doctrine du socialisme scientifique et de la lutte des classes peut à l'heure actuelle être la théorie révolutionnaire servant de drapeau au mouvement révolutionnaire, les social-démocrates (on dirait aujourd'hui les communistes) russes la diffuseront de toutes leurs forces et la défendront contre les fausses interprétations, ils se dresseront contre toutes les tentatives de rattacher le mouvement ouvrier encore jeune de la Russie à des doctrines moins précises. Les considérations théoriques prouvent, et l'activité pratique des social-démocrates démontre, que tous les socialistes de Russie doivent devenir des social-démocrates" (6).

L'histoire a déjà condamné le parti ouvrier à être communiste ou à s'opposer au communisme, et le communisme à être marxiste ou à n'être plus qu'une recette réactionnaire. La révolution d'Octobre apporta un cinglant démenti aux prétentions du réformisme et de l'opportunisme nés au tournant du siècle des miettes distribuées par l'impérialisme triomphant en démontrant dans les faits la validité des armes théoriques du marxisme et de ses principes, de la dictature, du parti de classe, armes jetées par dessus bord par les tenants de l'évolution pacifique du capitalisme, ce qui permit d'écrire pour la première fois dans les statuts et les thèses de l'Internationale le programme intégral du communisme révolutionnaire et d'indiquer de façon tranchée ses principes, valables du premier au dernier jour de son combat historique. Mais elle restaura également en la mettant en pratique la perspective de la révolution permanente et consacra des thèses inoubliables, au IIe Congrès de Moscou ainsi qu'au Congrès des peuples d'Orient à Bakou, à cimenter les puissants liens qui doivent unir dans la lutte contre l'ennemi commun le mouvement prolétarien des métropoles et le mouvement d'émancipation des prolétaires, des masses exploitées et pauvres, de la ville et de la campagne dans les continents asservis.

(suite page 15)

(5) Discours prononcé pour le 7e anniversaire de l'Association Internationale des Travailleurs, le 25 septembre 1871, dans Marx, Engels, La commune de 1871, Union Générale d'Editions, Collection 10/18.

(6) Les tâches des Sociaux-démocrates en Russie, Oeuvres complètes, tome II, Editions du Progrès.

POUR LE PARTI OUVRIER INDEPENDANT

(suite de la page 14)

L'expérience de la formation du parti bolchévik est sur ce plan d'autant plus significative qu'il s'agit de la constitution du parti, d'une part dans des conditions de révolution non immédiatement communiste, d'autre part dans ces conditions où, à l'échelle internationale, ce n'est plus, à la différence de 1848, la bourgeoisie qui a l'initiative historique, luttant encore pour le triomphe du capitalisme, mais bien désormais le prolétariat, luttant contre un capitalisme qui exaspère non seulement l'exploitation économique mais toutes les formes d'oppression et de cannibalisme social.

Une conséquence de cette évolution historique est que les nouvelles bourgeoisies sont toujours plus timorées dans l'accomplissement de leurs tâches révolutionnaires du fait du poids toujours plus grand d'un prolétariat qui, naissant avec elle, est toujours davantage poussé en avant sous l'effet de l'oppression renforcée qu'il subit, ce qui réclame avec toujours plus d'insistance et d'urgence la naissance du parti de classe dans les pays asservis.

Une autre conséquence est que le prolétariat est capable, parce qu'il lutte de façon vraiment radicale contre l'ordre existant, de stimuler les autres forces politiques dans le combat anti-impérialiste.

C'est pourquoi Lénine écrivait en 1897, en plein feu du combat contre l'absolutisme : "*Nous avons dit plus haut que tous les socialistes de Russie devaient devenir des social-démocrates. Nous ajoutons maintenant : Tous les démocrates véritables et conséquents de Russie doivent devenir des social-démocrates*" (7).

Ne sommes-nous pas fondés aujourd'hui à dire, devant l'exploitation et l'oppression toujours plus grandes de l'impérialisme sur les petites nations que les anti-impérialistes véritables et conséquents des pays asservis doivent devenir des communistes ? Le parallèle est complet dans les pays où la libération politique du joug de l'impérialisme est encore à l'ordre du jour, comme c'est le cas en Afrique Noire. Mais cette affirmation prend aussi un sens, bien qu'assez différent, dans les pays toujours plus nombreux où ce cycle est terminé et où la pression politique sur le prolétariat et les classes opprimées, et avant tout la paysannerie pauvre est aggravée par les poids des compromis passés entre la bourgeoisie locale "indépendante" et l'impérialisme, comme c'est le cas de l'Indochine à l'Amérique latine, en passant, bien que dans des proportions et des formes diverses, par le Moyen Orient et le Maghreb. Dans ces vastes aires, la lutte contre la pression impérialiste exige désormais la lutte à mort contre la bourgeoisie locale et pour l'anéantissement de tous les impérialismes, c'est-à-dire pour la destruction du capitalisme, ce qui suppose l'introduction dans la lutte des principes communistes. Mais, à plus forte raison dans ce cas, cela n'est possible que grâce à l'affirmation de la classe ouvrière comme telle, c'est-à-dire grâce à la constitution du parti de classe, indépendant par son programme comme par sa base constitutive qui doit tenir compte des meilleurs résultats de la théorie marxiste.

Or, précisément, seule aujourd'hui la Gauche communiste d'Italie offre à la lutte prolétarienne un marxisme "non avili". Certes son apport d'hier au mouvement communiste international a été de fournir un éventail de possibilités tactiques pour l'Occident développé et de vieille démocratie, tandis que l'Internationale possédait déjà une gamme tactique éprouvée pour les pays de capitalisme jeune.

Cependant il est désormais impossible de se référer aux grands acquis historiques de l'Internationale de Lénine, aussi bien pour les pays de capitalisme jeune et dominé que pour ceux de capitalisme sénile et impérialiste, sans se référer à la Gauche communiste d'Italie, à sa tradition, à sa méthode, sans adopter son bilan historique des années tragiques de dégénérescence et de contre-révolution.

La disparition du communisme allemand de Rosa Luxemburg et Liebknecht, l'anéantissement de la vieille garde bolchévique, les reculs de Trotsky - nous ne parlons pas de ses épigones ultra-dégénérés - l'ont en effet laissée seule à défendre intégralement le programme et les principes du communisme révolutionnaire. Une raison en est qu'elle a été le seul des courants constitutifs de l'Internationale à lutter jusqu'au bout contre la dégénérescence de l'Internationale sous la pression de forces adverses, en empoignant les principes originels de cette dernière. Une autre raison en est qu'elle se trouvait, grâce à l'expérience des conditions de la lutte dans les pays de vieille démocratie corruptrice, en mesure de donner en matière tactique et organisationnelle des limites à l'action indispensables pour empêcher que l'ennemi n'ait pris sur le parti et ne le déforme. La tragédie a été que l'incapacité du mouvement, notamment en Allemagne et en France, à former de solides partis communistes capables d'aider les bolchéviks, et la terrible pression exercée conjointement par le capitalisme national russe et l'impérialisme mondial eurent finalement raison de l'Internationale qu'ils parvinrent à dénaturer, à vider de sa substance et à entraîner dans la guerre impérialiste.

Il fallait dès lors s'atteler au gigantesque travail de restauration de la théorie, des principes, de la tactique et de l'organisation communistes ; il fallait aussi donner la perspective de l'action du mouvement communiste dans la phase historique ouverte par la défaite du mouvement prolétarien, la guerre mondiale et la victoire des grands monstres étatiques d'un capital toujours plus totalitaire même sous la forme démocratique ; il fallait enfin affirmer qu'une future reprise de classe viendrait d'une lointaine mais inévitable nouvelle crise du capitalisme, avant laquelle le cycle d'émancipation coloniale, qui se développait à partir de son épicycle asiatique, resterait privé de l'appui du mouvement prolétarien des grandes métropoles. Tout ce travail entrepris par la Gauche et consigné dans les textes classiques du parti de l'après-guerre, comme les *Thèses caractéristiques du parti* (8), fait donc aussi partie du patrimoine indispensable à la constitution de nouvelles sections du parti, dans les pays asservis par l'impérialisme comme dans les métropoles capitalistes.

Un travail vaste et exaltant reste cependant à accomplir pour aider au développement du parti de classe dans les pays de jeune capitalisme : le travail qui consiste à tirer un véritable bilan international des luttes qui ont rempli la "phase éruptive de la vague d'émancipation coloniale". C'est ainsi que le formidable instinct révolutionnaire que ces luttes ont donné au jeune prolétariat du "Tiers Monde" pourra être mieux capitalisé par le mouvement communiste ; c'est aussi le travail qui consiste à mieux préciser, en

(suite page 16)

(7) Id., ibid.

(8) Défense de la continuité du programme communiste, Editions Programme Communiste. Une édition des Thèses caractéristiques du parti en langue arabe paraîtra avant la fin de l'année 78.

"charte nationale" et mensonges bourgeois

Défendre le salaire et non l'économie nationale

Dans le paragraphe relatif aux principes du "socialisme algérien", la "Charte nationale" aborde la question épineuse du travail, de sa rémunération et partant des conditions de vie des masses travailleuses. Les rédacteurs de la Charte commencent par lancer le mensonge archi-bourgeois suivant lequel le salaire payé au travailleur exprime la valeur de la quantité de travail qu'il aura fournie: "Le travail doit être rémunéré selon la quantité et la qualité du travail fourni"(p.32).

Du point de vue théorique, le marxisme a déjà réduit cette thèse en morceaux dans la mesure où toute la doctrine de la plus-value montre que, même si on fait abstraction du jeu de l'offre et de la demande, le prolétaire se trouve toujours exploité du fait que la marchandise-force de travail possède une qualité particulière, à savoir la faculté de produire plus qu'elle ne reçoit en contrepartie pour se nourrir et se reproduire.

Le développement des forces productives et l'embourgeoisement de couches importantes de petits et moyens bourgeois que connaît l'Algérie depuis l'indépendance attestent bien s'il en était besoin de la validité de la théorie marxiste.

Nous laisserons de côté pour le moment le critère bourgeois de la qualité du travail qui ne sert en fin de compte qu'à cacher la division sociale du travail et partant le caractère de classe de la société bourgeoise qui n'éprouve aucune gêne à se réclamer en Algérie du socialisme.

Sur cette lancée, nos plumitifs de service continuent: " Les besoins fondamentaux des masses satisfaits, la croissance économique permettra à tous les Algériens d'accéder progressivement à une qualité de vie supérieure"(p.33). C'est un vieux mensonge bourgeois que de lier l'améliora-

tion de la situation matérielle des masses à la bonne marche de l'entreprise et de l'économie nationale. Il s'agit d'un mensonge d'autant plus abject qu'il est répandu non seulement par le régime mais également par les soi-disant "marxistes" du PAGES qui s'identifient chaque jour davantage aux tenants du FLN.

Dans la réalité, c'est le contraire de la thèse bourgeoise qui se passe: la baisse des prix des marchandises, avec la diminution du temps socialement nécessaire à leur production intimement liée à l'accumulation du capital qui introduit le perfectionnement croissant des moyens de production, détermine bien la baisse du prix de la marchandise force de travail, c'est-à-dire des salaires.

Certes, la théorie de la "paupérisation absolue" d'origine stalinienne est absolument étrangère au marxisme car le capitalisme tend justement historiquement à accroître de façon indéfinie la consommation populaire, même s'il le fait au détriment de la qualité et de manière contradictoire, c'est-à-dire en projetant dans la misère absolue des franges importantes de la population, surtout à la périphérie du mode de production, phénomène qui s'étend aux larges masses ouvrières dans les crises cycliques du capitalisme.

Ce phénomène n'est nullement contradictoire avec la tendance à la baisse du salaire qui n'est contrecarrée que par la lutte de classe du prolétariat. C'est ainsi qu'inviter la classe ouvrière à attendre son bien-être du développement de l'économie nationale est le meilleur moyen de la détourner de la seule manière de se défendre qui consiste dans sa lutte pied à pied contre l'exploitation capitaliste et dans l'union de ses rangs dans la lutte.

(suite page 17)

POUR LE PARTI OUVRIER INDEPENDANT

(suite de la page 15)

rapport avec l'expérience historique passée du mouvement prolétarien et l'appréciation du poids de l'impérialisme et de son incidence sur l'alignement des forces politiques dans ces vastes aires géographiques, les possibilités tactiques du mouvement prolétarien.

Ceci est vital non seulement dans les aires où l'émancipation nationale et l'affrontement politique direct contre l'impérialisme et les vieilles classes sont encore à l'ordre du jour, mais surtout, de plus en plus, dans celles où la bourgeoisie épuise rapidement ses capacités de lutte contre l'ordre établi et laisse en héritage au prolétariat la tâche historique de prendre appui sur "la guerre de la révolution bourgeoise", et, surtout, sur les réticences et les insuffisances, voire les véritables trahisons de la révolution nationale démocratique, notamment en ce qui concerne la question agraire chargée de matières explosives et subversives mais aussi en ce qui concerne le domaine plus modeste mais néanmoins vital de la lutte pour arracher par la force à l'adversaire les libertés élémentaires d'association, d'agitation, de grève, etc., pour marquer des points dans la lutte contre les classes dominantes et l'impérialisme.

(prochain article : "Le parti communiste est nécessairement international")

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM N° 19

Revue allemande

- Die "Steigerung der Massenkaufkraft" oder das Wunderwässerchen der reformistischen Scharlatane
- Die Entwicklung der imperialistischen Gegensätze seit dem 2. Weltkrieg
 - Die Nachkriegsperspektiven im Lichte der Parteiplattform (1946)
 - Weltfrieden oder wachsende imperialistische Gegensätze ? (1973)
 - Rückblick und weitere Entwicklung
- Lenins Schrift "Der "Linke Radikalismus", die Kinderkrankheit im Kommunismus" : die Verurteilung der künftigen Renegaten
- Zum prager Frühling 1968 : der Stalinismus mit menschlichem Antlitz (über ein Buch von Jiri Pelikan)
- Trotzistische Perlen im Rosenkranz der bürgerlichen Moral und des parlamentarischen Kretinismus.

AUX EDITIONS "PROGRAMME COMMUNISTE"

EN LANGUE ESPAGNOLE

- Série : "Los textos del partido comunista internacional" :
 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4 F
 2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase 4 F
 3. Partido y clase 8 F

DEFENDRE LE SALAIRE ET NON L'ECONOMIE NATIONALE

(suite de la page 16)

Mais quelque victorieuse que soit cette lutte qui à certains moments peut bien résister aux lois du marché, elle ne peut à long terme empêcher la baisse relative du salaire: en effet, les lois du capitalisme sont fondées sur le vol à la classe ouvrière d'une partie du travail transformé en capital et veulent que même quand le salaire augmente nominale, sa part dans la richesse produite diminue cependant, agrandissant le fossé existant entre les classes et renforçant l'antagonisme entre elles qui doit éclater en conflit ouvert et voir finalement le triomphe de la classe ouvrière.

Dans le cas d'un pays économiquement arriéré et dominé comme l'Algérie, la bourgeoisie, qui subit la pression conjuguée des impérialismes et des handicaps que supposent les structures archaïques, est naturellement appelée à accentuer les caractères de l'austérité qui pèse sur le prolétariat et les masses exploitées.



La réalité économique-sociale de l'Algérie et les développements qu'elle connaît depuis quelques années offrent une confirmation et une illustration éclatantes à la thèse marxiste que nous venons de rappeler. Cela nous permettra de répondre par avance à ceux qui verraient dans notre analyse un simple schéma abstrait.

Entre 1973 et 1978 l'indice général des prix aurait augmenté en Algérie de 40,3%. Les prix des vêtements et chaussures ont augmenté de 32,6%. Quant aux prix des produits alimentaires, ils ont augmenté de 58%, ce qui se traduit tout simplement dans la réalité par la disette qui touche les masses travailleuses des villes et des campagnes. Et encore faut-il rappeler que l'indice officiel que l'on doit à la direction des statistiques et de la comptabilité nationale ne tient pas compte des pénuries et des hausses illicites qu'il n'est pas exagéré de considérer en Algérie comme des phénomènes économiques "normaux".

Si l'on s'entient à deux produits faisant partie de la consommation populaire courante, on verra clairement l'importance des hausses de prix dont sont victimes les masses travailleuses: c'est ainsi que le café a augmenté de 7,05 à 13,80 DA en juin 77 puis à 20 DA en novembre 77. Dans la même période, le prix du sucre est passé de 1,70 à 2,70 DA.

Les augmentations de salaires qui survinrent dans les années 72-73 n'ont même pas permis de combler le retard dû à l'augmentation des prix de 30% enregistrée dans la période allant de 1963 à 1972 qui a pratiquement connu un blocage des salaires.

Alors que le pouvoir fait un grand tapage sur son "action sociale", la réalité nous donne une autre image: comparée à ce qu'elle était en 1975, la somme allouée par le budget d'Etat au soutien des prix des produits de première nécessité, dans un but évident de conservation sociale et de garantie de la paix entre les classes, a été divisée par quatre en 1978: elle est passée de 3 460 millions en 75 à 900 millions DA en 78.

Par contre, dans la même période les salaires ont connu une évolution timorée: entre 73 et 78 le SMAG est passé de 9,80 à 15,30 DA par jour (soit une augmentation de 56%), le SMIG est passé de 1,73 à 2,40 DA l'heure (38%), le salaire horaire des manoeuvres de 2,12 à 2,87 DA (35%), celui des ouvriers spécialisés de 2,87 à 3,77 DA (31,3%), celui des ouvriers qualifiés de 3,43 à 4,41 DA (26%) et celui des ouvriers hautement qualifiés de 4,39 à 4,93 DA (12%).

Lors du congrès de l'UGTA en avril 78, Boumediène a annoncé une augmentation du SMIG de 600 à 800 DA. En fait, le SMIG était passé à partir du 1er mai 78 à 700 DA et

ce n'est qu'en novembre 78 qu'il devait passer à 800 DA ! En effet, depuis un an, après les vigoureux mouvements de grève qu'a connus Alger durant l'été 77 (dockers, cheminots et éboueurs d'Alger en passant par la grève de la SNIC qui a presque été générale), le gouvernement a apparemment augmenté le SMIG à 800 DA. Mais les couches bénéficiaires de l'augmentation générale des salaires ne sont nullement les "Smigards", il suffit de voir les pourcentages d'augmentation accordés par catégorie de salaires et statuts particuliers.

Dans notre Supplément-Algérie précédent, nous disions que durant le débat sur la "Charte nationale", il a été avancé le chiffre de 1000 DA pour le SMIG. C'était en avril 1976! Dernièrement, une étude officielle chiffrait le SMIG à 1600 DA. C'était à la fin 77. Le double de ce que promet le régime aux masses pour la fin 78!

Et cette augmentation dérisoire n'est certainement pas le fait du "développement de l'économie nationale" mais, bel et bien, celui de la vague de grèves qui a culminé au cours de l'été 77 que nous venons de rappeler. Augmentation dérisoire, en effet, puisqu'on a assisté entre-temps à une flambée des prix, surtout durant le mois de Ramadhan et qui ne risque pas de toucher à l'énorme écart existant entre les salaires qui va de 1 à 20 au moins.

C'est ainsi que même en utilisant le calcul des statisticiens bourgeois (à titre d'exemple, les calculs faits sur la base de l'indice général des prix donnaient pour l'année 76 une augmentation générale des prix de 8,3% et pour l'année 77 une augmentation de 13,6% alors que d'autres estimations les situaient respectivement entre 16 et 20%), on ne s'empêchera pas de constater qu'à part les travailleurs agricoles payés au SMAG, toutes les autres catégories de travailleurs ont connu une détérioration flagrante de leur pouvoir d'achat déjà maigre.

Quand on sait que dans un pays pauvre comme l'Algérie, les familles ouvrières et paysannes consacrent plus de la moitié de leurs revenus aux seules dépenses alimentaires, il est évident qu'on ne doit pas comparer les augmentations de salaires à l'indice général des prix mais plutôt à la hausse de 58% touchant les produits alimentaires. Toute autre analyse ne pourra jamais rendre compte objectivement des conditions sociales de la classe ouvrière et des paysans pauvres.

On pourra nous rétorquer en prétendant que si les besoins des masses ne sont pas satisfaits, cela serait dû essentiellement à l'état alarmant dans lequel se trouve l'économie algérienne. Dans ce cas, qu'ils aient l'amabilité de répondre à deux petites questions qu'on ne peut s'empêcher pour notre part de poser: si on a faim en Algérie parce que rien ne va bien, alors pourquoi le régime

ne rate-t-il jamais une occasion pour crier au triomphalisme dans tous les domaines? Et si les choses marchent aussi bien que le prétendent les affameurs qui nous gouvernent, alors pourquoi les masses algériennes sont-elles accablées par une misère noire?

En dépit des mensonges de la bourgeoisie et de ceux du roi des menteurs, son serviteur zélé et parasite Houari Boumediène, la seule manière pour les ouvriers d'Algérie, comme pour leurs frères de classe de tous les pays, en vue de défendre le salaire, c'est la grève et l'organisation de classe, et la seule manière de vivre décemment c'est d'en finir avec le salariat.

"... Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le Capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure".

Marx, 1865.

Vive les luttes ouvrières dans les pays du Maghreb !

Maroc

Au Maroc, comme partout, la situation de nos frères exploités est insupportable: c'est ainsi que dans certaines régions, les pommes de terre et les tomates sont introuvables, le thé se fait de plus en plus rare et les populations sont obligées de faire une queue interminable devant les quelques magasins qui vendent de la farine rationnée.

Face à la montée vertigineuse du coût de la vie qui signifie la disette pour les masses, la classe ouvrière du Maroc a répondu en se lançant dans la lutte directe pour arracher l'amélioration nécessaire à ses conditions de vie. Durant la première quinzaine d'avril, des grèves ont été déclenchées par les travailleurs du centre phosphatier de Khourigba, de la raffinerie de Mohammadia et de l'office de commercialisation et d'exportation.

A Zaio, les ouvriers de la sucrerie ont également fait grève en même temps que les chauffeurs de taxi, les transporteurs et les conducteurs de bus qui protestaient ainsi contre les abus de la gendarmerie, laquelle n'a pas hésité lors de cet épisode à procéder à des arrestations. Pendant la même période, une grève générale des enseignants a entraîné la paralysie de ce secteur sur tout le territoire.

Devant l'extension des luttes, l'Etat a eu une fois de plus recours à la répression ouverte: c'est ainsi qu'à Agadir la police a attaqué une marche de femmes qui manifestaient contre la décision officielle qui visait à les transférer vers une autre région. Il paraît même que l'armée a attaqué les habitants d'un village proche de Marrakech réunis pour la prière traditionnelle de secours en période de sécheresse. Voilà un fait qui montre bien à quel point les autorités marocaines redoutent les rassemblements populaires!

Algérie

Face à l'aggravation de leurs conditions de vie et de travail, plusieurs secteurs de la classe ouvrière en Algérie ont suivi l'exemple des mouvements qu'a connus Alger durant l'été 1977. C'est ainsi que le 18 avril a vu la grève des ouvriers de la biscuiterie "El-Djazair" qui revendiquaient la réintégration de deux travailleurs licenciés et la distri-

PROGRAMME COMMUNISTE N° 77

Revue théorique internationale
du Parti

- L'agression française en Afrique aura son retour de flamme.
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe.
- L'Afrique, proie des impérialismes :
II. L'exploitation financière de l'Afrique.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale. - VI. La polémique Prébrazjensky-Boukharine.
- Sur la révolution en Amérique Latine.

bution des primes de fin d'année. Les travailleurs de la Sonatrach(ex-INOVAC) ont manifesté leur solidarité en mettant leur cantine à la disposition des grévistes.

Dans la même période, on a assisté à d'autres grèves. Le 11 avril les 450 ouvriers du chantier de la DNC de Boumerdès sont entrés en lutte pour réclamer le paiement du salaire du mois de mars, le paiement régulier des salaires, c'est-à-dire sans retard, le paiement du 13^e mois et le remboursement des frais médicaux. Malgré l'intervention des gendarmes, les ouvriers ont continué leur mouvement jusqu'à ce qu'ils aient obtenu gain de cause. Le 6 juin, c'est au tour des ouvriers de l'ENIM (industries métalliques) de Sidi-Moussa d'entrer en grève pour les mêmes revendications. Rappelons également la grève du personnel de la bibliothèque universitaire d'Alger qui s'est déroulée le 22 avril.

Mais la grève la plus importante de cet été a été sans doute celle qui a vu les 3000 travailleurs de la Sonacome de Constantine arrêter le travail et occuper l'usine durant la première semaine de juillet. Ils revendiquaient la suppression de la nouvelle grille des salaires qui déqualifiait l'ensemble du personnel (l'OP devient OS, l'OS devient manoeuvre, etc...).

En réponse à cette action, les autorités ont ordonné l'évacuation de l'usine et ont envoyé plusieurs groupes de darkis avec leurs chiens pour mater et faire évacuer les ouvriers et pour mettre l'usine sous surveillance. D'autre part tous les travailleurs allant de Constantine vers la zone industrielle étaient sévèrement contrôlés pour éviter que la lutte ne fasse tâche d'huile. La grève des travailleurs de la Sonacome est d'autant plus exemplaire qu'elle a éveillé chez eux le besoin de la solidarité ouvrière des autres unités de production et notamment celle de leurs camarades d'Annaba.

Tunisie

Ces derniers mois ont vu s'amplifier en Tunisie la répression contre tout ce qui bouge, pour mieux terroriser les détachements avancés parmi nos frères de classe: c'est ainsi que sur les cent vingt-sept syndicalistes détenus à Sfax, trente-neuf ont comparu devant une juridiction de droit commun. Leur procès s'est déroulé le 26 juillet. Ils sont inculpés en vertu des articles 72 à 79 du code pénal (dont trois prévoient la peine de mort).

Quant au procès des cent un syndicalistes ouvriers et enseignants dont une dizaine de femmes qui s'est ouvert à Sousse le 19 juillet devant la chambre criminelle de la cour d'appel, il a été reporté au 15 août et après deux semaines de procès, les magistrats du tribunal criminel ont déclaré leur incompétence et décidé de se dessaisir de l'"affaire" au profit d'une juridiction d'exception: la cour de sûreté de l'Etat.

Ceux qui croupissent dans les geôles de Bourguiba ne doivent pas seulement affronter la justice bourgeoise mais aussi des conditions de détention inhumaines: ils sont isolés les uns des autres dans des cellules de six mètres carrés, soumis à la torture systématique. Le cas de Hocine El Kouki qui a succombé aux sévices et au manque de soins n'est qu'un exemple parmi d'autres.

Face à la répression bourgeoise, plusieurs détachements ouvriers ont su tourner le dos aux appels des philistins pour la "défense de la démocratie et des droits de l'homme" et ont compris que seule la lutte de classe paye: c'est ainsi que le bonze Tidjani Abid n'a même pas pu avoir accès à la salle où s'étaient réunis les ouvriers et employés de la STAM au port de la Coulette, dans la banlieue de

(suite page 20)

40.000 résidents des foyers de travailleurs immigrés en France, en grève totale

Des loyers exorbitants dans des foyers-prisons

La dimension de la lutte des résidents des foyers de travailleurs immigrés en France nous semble suffisamment importante pour que nous lui consacrons une rubrique particulière dans ce bulletin. L'offensive lancée cet été par le gouvernement français pour tenter de donner des justifications juridiques à la répression des résidents - et notamment à des expulsions des foyers et vers les pays d'origine - s'est heurtée à une mobilisation sans précédent des résidents. Nous renvoyons les lecteurs qui peuvent s'y référer à notre journal Le Proletaire qui a suivi les grands moments de cette lutte.

Nous commençons cette rubrique en rappelant surtout à l'intention des lecteurs résidant en Afrique du Nord les conditions de vie et de lutte dans les foyers de travailleurs immigrés en France, avant de faire dans les prochains numéros l'historique de la lutte et d'en donner les leçons essentielles. Nous joignons enfin à cet article la publication d'un tract en langue arabe diffusé en juin 78 par les sections françaises de notre Parti pour appeler à la solidarité de classe contre l'offensive bourgeoise qui se précipitait.

★

Par sa ténacité, sa combativité, son anti-opportunisme la lutte des résidents des foyers de travailleurs immigrés montre l'exemple à tous les travailleurs. Elle met clairement en évidence des lois fondamentales de la lutte entre les classes: en particulier, le besoin pour les ouvriers, face à la force et à la cohésion de la bourgeoisie, de se défendre sur le terrain de la force, de l'union et de l'organisation. Par sa recherche d'une solidarité à la base de tous les travailleurs, dans les syndicats comme hors des syndicats, par sa réalisation d'une unité par delà les nationalités, elle a fait justice des vieux dilemmes: autonomie ou appartenance ? organisation par nationalités ou non ? Née sur le terrain pourtant marginal du logement, elle se situe résolument sur le chemin de la reprise de la lutte de classe que devront reprendre tous les travailleurs.

Cette lutte, née en décembre 74, a exprimé d'abord une révolte des travailleurs immigrés en France contre les conditions bestiales d'exploitation, de répression et d'insécurité dans lesquelles la bourgeoisie les force à se loger. Ces conditions, qui sont le lot permanent de la classe ouvrière sous le capitalisme, depuis l'usine jusqu'à tous les aspects de sa vie, frappent encore plus durement les travailleurs immigrés, pour la plupart des prolétaires au sens strict, c'est-à-dire "sans réserves".

Lorsque la philanthropie bourgeoise française, sous des prétextes "humanitaires" de lutte contre l'habitat malsain mais poussée seulement par sa soif de profit et la spéculation immobilière, a accéléré la démolition des quartiers ouvriers et des bidonvilles des zones urbaines, elle a déporté leurs habitants dans d'autres bidonvilles en périphérie des grandes villes. Ce "nettoyage", qui répondait aussi à la volonté de faire éclater des concentrations d'immigrés jugés dangereuses pour les parquer dans des foyers où ils seraient contrôlés plus étroitement, s'est traduit par l'aggravation du surpeuplement des meublés et garnis, et la prolifération des foyers-hôtels gérés soit par des spéculateurs privés français et maghrébins, soit par des sociétés publiques ou semi-publiques à but soi-disant "non lucratif".

La Sonacotra (Société Nationale de Construction de logements pour les Travailleurs), née en 1958, est une de ces entreprises "philanthropiques". Ses actionnaires sont l'Etat français (55% des actions), l'Etat algérien (7,4%), et différentes associations patronales (CNFP, Renault, etc.). La longue lutte des résidents des foyers de travailleurs immigrés a révélé ce qui se cachait sous les prétentions humanitaires: une surexploitation et un régime de caserne qui prolongent au niveau du logement l'exploitation et le despotisme d'usine.

Dans tous les détails, la conception des foyers Sonacotra a été calculée pour assurer le maximum de rentabilité, dans un mépris total des besoins vitaux des travailleurs et jusque des règles élémentaires de sécurité. Progressivement, les chambres de 9 et 12 m² ont été divisées en cellules de 4,5 et 6 m², par une simple cloison de contreplaqué si mince que le bruit gêne considérablement le sommeil. On fait de longues queues pour se faire à manger ou pour se doucher (une douche pour 10 environ). Le prix d'une de ces cages à lapins varie entre 300 et 350 F. D'après les résidents, le prix moyen d'un simple lit, même dans une "chambre" à plusieurs, est de 257 F, dont 139 F de taxes injustifiées. Ces prix exorbitants représentent plus du triple du loyer pour une surface égale dans les logements HLM des travailleurs français. Tout cela est d'autant plus lucratif que le financement des foyers vient en grande partie du FAS, c'est-à-dire des immigrés eux-mêmes, qui paient ainsi deux fois leur loyer. En effet, le Fonds d'Action Sociale (FAS) est alimenté à plus de 75% par le vol sur les cotisations sociales et familiales que l'Etat français ne reverse pas aux travailleurs immigrés en salaires différés sous prétexte que leur famille est restée au pays (on estime à 2 milliards de F ce vol sur les familles des immigrés en 1975).

Dans les foyers, le contrôle policier est assuré en permanence par les gérants, le plus souvent anciens militaires et gendarmes choisis pour leur "expérience des colonies" et leur "capacité de commandement" qui, assistés du veilleur de nuit, n'hésitent pas parfois à faire régner "l'ordre" revoler au poing et appellent de toute façon la police au moindre "incident". Les règlements intérieurs donnent au gérant tous les pouvoirs, en particulier celui d'intervenir dans une chambre à tout moment, tandis que le travailleur - qui n'est

(suite page 20)

Succès du meeting de Thionville (Lorraine)

Les 2000 travailleurs des foyers en lutte dans l'Est qui, par leur participation formidable au meeting de Thionville du 23 septembre, en firent une démonstration de force remarquable pour la région, ont démontré aussi, en se mobilisant massivement à l'appel du Comité de Coordination, que celui-ci est bien l'organe dirigeant de la lutte, surgi de la lutte et son seul représentant. Acclamant les interventions classées de la Coordination qui appelait les travailleurs à chercher la solidarité de leurs frères de classe face à l'attaque unitaire de la classe ennemie, et concluait que la plus belle victoire de la lutte serait de forger l'unité des travailleurs français et immigrés, ils ont une nouvelle fois fait justice des accusations d'"irresponsable", d'"agent de Stoléro", d'"extérieur à la lutte" lancées depuis 3 ans contre le Comité de Coordination par le PCF et la CGT.

Quant à ces directions chauvines et réformistes, leur travail de dénonciation de la lutte, de sabotage et de division a porté ses justes fruits: au "grand meeting" du 24 août organisé à Fameck, à grand renfort de tracts, de cars avec mégaphone faisant la tournée-ramassage des foyers par le PCF pour récupérer la lutte dans cette région où les foyers Sonacotra, AMLI, etc., se sont embrasés comme une trainée de poudre après l'attaque de la bourgeoisie cet été, AUCUN résident n'est venu ! Grâce à leur organisation centralisée, les travailleurs ont su tirer les leçons de la lutte et voir dans quel camp se rangent ces prétendus "soutiens" !

La position ignoble du PCF sur l'immigration

Nous avons déjà maintes fois dans notre presse dénoncé la politique du PCF, véritable modèle de chauvinisme et de social-impérialisme dans la question de l'immigration. Nous disposons d'un document interne de la Fédération des Hauts-de-Seine du PCF, destiné à préparer la réunion du 8 juin 1978 de la "Commission Fédérale Immigration" et intitulé "Après le Comité Central, quelques aspects et tâches de notre activité en direction des problèmes de l'immigration".

"Il existe beaucoup d'incompréhensions, de malentendus dans la population française concernant notre politique d'immigration.

"Ainsi, par exemple, lorsque le pouvoir recule sur l'immigration (comme cela a été le cas avec Stoléro qui a été contraint à autoriser la venue des familles), cela ne donne-t-il pas l'idée chez les gens que nous serions pour la venue des immigrés?"

"Egalement, par exemple, lorsque nous agissons pour le plein emploi des travailleurs français et immigrés - ce qui est juste - comment cela est-il perçu par les chômeurs?"

"Nous avons toujours dit que nous étions pour une modulation de la venue des immigrés en fonction des besoins économiques.

"Ainsi, lorsque le pouvoir a décrété l'arrêt de l'immigration en 1974, le parti ne s'est pas opposé à cette mesure. Mais dans la réalité, l'immigration a augmenté (on compte depuis 74, 240.000 immigrés de plus, dont 77.000 en 77).

"Ainsi, par exemple, nous sommes pour l'égalité des droits des travailleurs français et immigrés. Mais dans le même temps, nous combattons toute mesure visant à l'assimilation ou l'intégration de l'immigré, tel que le préconise par exemple le PS avec le droit de vote.

"Par ailleurs, notre parti se prononce résolument pour l'arrêt de l'immigration. Mais notre politique n'est pas celle du refoulement des immigrés. Nous sommes pour le retour des immigrés dans leur pays, et c'est là d'ailleurs une aspiration majoritaire des immigrés eux-mêmes. "Vivre et travailler au pays" n'est pas seulement une revendication des Bretons. Des pays comme l'Algérie pratiquent déjà une politique de retour au pays. Il convient donc de créer les conditions du retour des immigrés et pour cela, exiger notamment du pouvoir une réelle formation-retour".

Comment peut-on sans hypocrisie se prononcer "pour l'égalité des droits" et en même temps pour le contrôle de l'immigration? Comment peut-on en effet contrôler l'immigration sans renforcer le contrôle policier et donc sans accroître l'oppression particulière d'une partie de la classe, et donc sans justifier dans les faits le racisme, la xénophobie, le chauvinisme, etc.?

LA POSITION DE NOTRE PARTI

"Les ouvriers immigrés, particulièrement exposés en période de crise, méritent un soutien particulier. La bourgeoisie les attaque féroce-ment par le terrorisme légal aussi bien qu'illégal, et tente de les isoler des autres travailleurs par la démagogie chauvine et raciste. Il faut dénoncer le mensonge bourgeois, odieusement entretenu par les chefs réformistes selon lequel l'afflux des travailleurs immigrés serait responsable du chômage. Sous peine de renoncer à se défendre eux-mêmes, tous les travailleurs doivent lutter contre la répression étatique et combattre la politique de contrôle de l'immigration, et ils doivent revendiquer les principes suivants :

- SUPPRESSION DE TOUTE ENTRAVE A L'ENTREE ET A LA CIRCULATION DES TRAVAILLEURS ETRANGERS
- EGALITE TOTALE DES DROITS SOCIAUX, SYNDICAUX ET POLITIQUES POUR LES IMMIGRES
- EGALITE TOTALE DES CONDITIONS D'EMBAUCHE ET DE SALAIRE"

(Extraits des "Orientations pratiques d'action syndical", Le Prolétaire n° 195, mai 75)

FOYERS DE TRAVAILLEURS EN LUTTE

(suite de la page 19)

pas reconnu comme locataire mais comme simple résident - n'a ni le droit de visite, ni le droit de réunion, et peut toujours être expulsé sans préavis en cas d'"infraction grave" notamment activité politique ou syndicale.

Mais le capitalisme, en concentrant les travailleurs, pour mieux les contrôler, dans les foyers-prisons répartis à travers toute la France, a facilité malgré lui une des conditions favorables à la lutte: son extension, très vite, à une grande partie des foyers gérés par la même société. Les résidents ont su prendre appui sur cette condition pour étendre leur lutte et l'unifier par dessus toutes les barrières - de région, de catégorie, de nationalité-, et se donner une organisation centralisée à l'échelle du pays, trempée au feu de la lutte.

La plate-forme de départ est elle-même unificatrice et touche à des points vitaux: baisse de IOO F et blocage des loyers; statut de locataires et non de résidents; renvoi des gérants racistes et leur remplacement par des concierges; droit de visite, de réunion, d'expression, reconnaissance des comités de résidents et du Comité de Coordination comme seuls représentants des résidents.

Dans une première phase, tandis que la Sonacotra refuse obstinément de négocier avec le Comité de Coordination, elle utilise les lettres de menace auprès des résidents, les intimidations et les provocations, de ses gérants, le blocage des chambres. Le PCF et la CGT, aidés par l'Amicale des Algériens en Europe - car de nombreux résidents sont Algériens - sont prompts à lui proposer leurs services de pompiers sociaux professionnels, si attachés à préserver la paix sociale qu'ils sabotent toute lutte qui pourrait troubler leur politique de collaboration de classe. Ces organisations tentent de faire reprendre le paiement des loyers foyer par foyer pour diviser les ouvriers et briser la cohésion de la lutte, en engageant des négociations séparées foyer par foyer avec la Sonacotra amenant des résultats dérisoires (quelques centimes de diminution, une serpillière, un balai...). Mais la mobilisation s'étend malgré toutes les tentatives de division.

LUTTES OUVRIERES DANS LES PAYS DU MAGHREB

(suite de la page 18)

Tunis. Notons au passage que ce bonze à la solde du régime bourgeois, qui mérite toute la haine des ouvriers, a été invité lors de la fête du 1er mai par les autorités soviétiques à Moscou.

Depuis, plusieurs mouvements de grève ont été signalés (STAM, SHELL, Al Athir, etc...). Durant le seul mois de mai il a été relevé près d'une dizaine de grèves à Tunis. Les ouvriers ne luttent pas seulement pour des revendications économiques mais aussi contre la présence des vigiles dans les entreprises (ouvertement décidée récemment) et pour s'opposer au renouvellement des délégués syndicaux.

Le climat d'agitation sociale est tel que certains syndicats (comme celui de l'enseignement supérieur par exemple) ont été suspendus pour avoir tenu des A.G. sans le consentement de la direction de la centrale. Dans le cadre de la solidarité ouvrière, notons qu'en France, des dockers ont décidé de boycotter le fret tunisien le jour du procès de Sousse.

Malgré la répression, il faut donc s'attendre à de nouvelles explosions sociales en Tunisie. D'ailleurs, le chef du gouvernement, H. Nourra, n'a-t-il pas avoué devant les cadres du PSD: "En 1979, tout le pays va devenir comme une marmite bouillante d'odeurs, de rumeurs et d'aigreurs dont vous devez contrôler continuellement la température pour éviter qu'elle n'explose" (Afrique-Asie, n° 161 du 15 mai 78).

Que tremblent les bourgeoisies qui théorisaient qu'il n'y avait pas de place pour la lutte des classes au Maghreb! La classe existe bel et bien, elle vit et lutte!

تضامن طبقي مع نضال البروليتارية التونسية

(بقية ص 22)

تسلطه الحكومة الفرنسية في أفريقيا و في البلدان الأخرى . هكذا قتلت الدولة بمشاركة " الميوبيون " الفرنسيون أكثر من 45 000 عامل و فلاح جزائري في السيف عام 19 . أما ميتران فقد أعلن للحكومة الفرنسية بخصوص الانتفاضة الجزائرية عام 1954 ما يلي :

" ان المفاوضات الوحيدة هي الحرب " .

يجب أن يتبلور الصراع عمليا من أجل وحدة البروليتاريا العالمي عننا بتبني شعارات حماية الصالح المماجرين من طرف الطبقة العاملة بأكملها و لإبطال كل الرقابات و لتحقيق معادلة الحقوق و تبني شعارات النضال ضد الطرد .

في تونس و في المستعمرات و في شبه المستعمرات ان خلق حزب شيوعي مستقل هو الذي وحده سيمكننا من تجميع كل المقاتلات النضالية البروليتارية من أجل الدفاع عن مصالح الطبقة و من أجل آتفاقه الثوري من سطوة رأس المال و هو وحده الذي سيمكننا من التصدي ضد استعمار البروليتاريا من طرف الفرق البورجوازية و حتى " الثورة " معنا كوسيلة لمناوراتنا لتحقيق مصالحنا السياسية و الاقتصادية .

- يحيي نضال البروليتاريا التونسي .
 - من أجل تضامن البروليتاريا العالمي .
 - من أجل وحدة نضالات البروليتاريا في البلدان الامبريالية و نضالات الجماهير المستغلة في المستعمرات من أجل وحدة البروليتاريا العالمية
 - تسقط الامبريالية الفرنسية و عملائها في البلدان الثائرة .
- الحزب الشيوعي الاممي

IL PROGRAMMA COMUNISTA N° 18

Journal italien

- Nuove riforme per demolire le vecchie
- La polemica non è sul comunismo ma sulla democrazia
- Pax Americana ?
- Organizzarsi per respingere ogni limitazione del diritto di sciopero
- Praga 1968 : ovvero lo stalinismo dal volto umano
- Acciaio : Unità europea e crisi di sovrapproduzione
- A proposito del partito combattente
- Dalla Spagna : Abbasso la costituzione !
- Nostri interventi e lotte operaie :
 - S. Donà : una lotta demolita dal collaborazionismo di classe
 - No alla regolamentazione dello sciopero !
 - In ferrovia : incidenti sul lavoro e cani da guardia

حول نشاط الحزب في المنظمات المباشرة

(مقتطفات من الاطروحات الاساسية للحزب - 1951)

٦- ان الماركسية قد رفضت دوما ، ووحدة ، النظرية النقابية ، كلما ظهرت ، والتي لا تقدم للطبقة العاملة سوى منظمات اقتصادية فقط - جمعيات المهنة ، الصناعة أو المؤسسة - والتي تنسب اليها قدرة تطوير النضال الثوري وتحقيق تحويل المجتمع .

ان الماركسية ، في الوقت الذي تعتبر فيه النقابة اداة غير كافية لوحدها لتحقيق الثورة ، فانها تعتبرها ، في الوقت ذاته ، اداة لا غنى عنها للتعبيث السياسية والثورية للطبقة ، تلك التعمية التي يحققها وجود وتغلغل الحزب الشيوعي في المنظمات الاقتصادية الطبقة .

واننا نعتبر بأن من ضمن مهام الحزب ، في المراحل الصعبة لتكوين المنظمات الاقتصادية ، العمل في المنظمات ذات التركيبة البروليتارية العرقة والتي يكون الانضمام اليها طوعا والتي لا تشترط للدخول فيها اراء سياسية او دينية أو اجتماعية معينة . وهذا ما لا تتصف به المنظمات الطائفية أو ذات الانضمام الاجباري او التي اصبح جزء لا يتجزأ من جهاز الدولة .

٧- ان الحزب لا يتبنى ايدا الطريقة التي تستهدف تكوين منظمات اقتصادية فرعية لا تضم سوى العمال الذين يقبلون بمبادئ وقيادة الحزب الشيوعي . ان الحزب الشيوعي يؤكد على العكس ، بأنه لا يمكن أن تتبلور حالة ثورية ، ولا حتى حالة ازدياد حاسم لنفوذ الحزب بين الجماهير ما لم تتطور الحزب والطبقة شريحة من التنظيمات ، من أجل الدفاع عن المصالح الاقتصادية المباشرة ، والتي ينضم اليها العديد من العمال ، والذين تتخللهم شبكة مرتبطة بالحزب (خلايا ، مجموعات ، مجموعات شيوعية نقابية) .

ان على الحزب في فترات انحسار ودخول البروليتاريا توقع اشكال وتشجيع ظهور منظمات مباشرة ذات اهداف اقتصادية ، والتي يمكن ان تأخذ في المستقبل اشكالا جديدة تماما ، عبر الاشكال التقليدية ، كالاتحادات المهنية ونقابات الصناعة ومجالس العمال والمجتمعات . ويشجع الحزب دوما الاشكال التنظيمية التي تسهل الاتصال بين عمال كل المناطق والمهن المختلفة وسهل عملهم المشترك ، وينبذ اشكال التنظيم النقابية المنغلقة .

LE PROLETAIRE N° 274

- Guerre à l'austérité ! Guerre au capitalisme !
- Critique de l'eurocommunisme : où mènent les tournants du PCF (1). Le langage clair du PC italien. La Trilatérale et l'eurocommunisme.
- Dans les cinq continents : Après Camp David, Pax americana ? Malgré la répression, les élans de lutte ouvrière. Iran. Chine et Tchad.
- Les socialistes d'hier et la guerre d'aujourd'hui (un article de la Gauche, 1914).
- A propos du non-lieu sur l'"affaire des comités de soldats".
- Sur la nationalisation de la sidérurgie.
- Lutttes ouvrières :
 - La magnifique grève des mineurs américains.
 - PTT-Créteil : six mois après la grève.
 - Deux torpilles "de gauche" contre la lutte ouvrière (RI et Le Bolchevik).

A NOS LECTEURS

Lecteurs habitant en France mais surtout dans les pays du Maghreb, où la circulation de l'information est difficile, donnez les nouvelles de la vie et des luttes de notre classe! Devenez correspondants du bulletin!

EL COMUNISTA N° 16
Journal espagnol

- Democrático o no : ¡ abajo el orden burgués !
- La dura lucha de Ascón : ¡ "O todos o ninguno" !
- A propósito del "Frente Democrático" y el PTE : El "pueblo en general", ¿ qué es eso ?
- El paro en marcha
- Los partidos "obreros" y el Sahara : Lucha sin tregua contra el socialimperialismo
- Camboya y Vietnam
- La organización del Partido en las fábricas (1)
- ¡Viva los mineros latino-americanos !



EL PROLETARIO N° 1
Supplément
latino-américain

- Un instrumento para la organización de la vanguardia del proletariado
- Dictadura del proletariado o dictadura de la burguesía
- Nicaragua
- Revueltas en Irán
- Un abismo de clase está cavándose en la resistencia palestina
- Argentina (PCA : edecán de la Junta Militar ; LCR : por la "normalización sindical")
- Magnífico auge de las luchas en América Latina
- Estados Unidos : la huelga de los mineros del carbón
- A los cinco años del "pinchetazo" : ¡ Romper con la democracia !

نقل المنشور الذي وزعه مناصرون في الفترة التي شهدت مجازر جانفي وذلك قصد التعبير عن ضرورة التضامن الطبقي مع الطبقة العاملة التونسية

تضامنه لبقني مع نهال البروليتارية التونسية

ان موجة الاضرابات التي تدفقت على تونس والتي وصلت أوجها في انتفاضة قمر ملال و في الاضراب العام الذي عنده العمال يوم 26 جانفي لم تخمد رغم القمع الوحشي الذي سلط على العمال سببا في موت العديدين منهم .

ان سر كل هذه الانتفاضات كما من في الشروط القاسية التي تعيشها الجماهير المضطمة التي انتزعت منها وسائل عيشها ثم كست في المدن لتتخفى أجور بما في حين أن الطبقات المستغلة التي تخدم مصالح الامبريالية عاجزة على توفير ضروريات معاشنا . تدمور هذا الوضع بصفة حادة لشر الأزمة العالمية التي تضرب بقدره رؤوس المال المتأخره و بالخصوص بليقاف المجره و رجوع قسم كبير من الـ 200 000 عامل تونسي في أوروبا .

ان غلاء المعيشة من جهة و " عهد السلم الاجتماعية " التي آتت (و أمضي) علينا لمدة خمسة سنوات من طرف النقابة مع الحكومة و التي تحدد نسبة الزيادة في الأجور بمقدار 10 بالمئة في السنة من جهة أخرى . عملت لسبب الانتفاضة في تونس . عم غضب العمال كما يل البلاد و جل ميادين الانتاج و كل التجمعات الصناعية . كلما تتحرك الطبقة العاملة الا ووضعت نفسها و بصفة تلقائية على ميدان الصراع المنيف فتواجه بلا تزدد قوة البوليس و أجمزة القمع بزميمة فلاذية مستعملة بذكاء كل طاقتها المدنية و معرفتها للساحة و روابطها المصينة مع الفئات المستغلة و الفقيرة .

كمنت قوة عمدة الموجة الاجتماعية في قدرتها على جر الفئات التي يصعب تحريكها : الفلاحيين الذين لا يملكون أرض و العمال الضيق قارين و المزارعين الصغار و الطلبة الذين التحقوا بمجالس المناهج في انتفاضةهم . و تجلت أيضا في قدرتها على احتقار محاولات القادة النقابيين المتخفين في حصر الحركة في نطاق خيق و جرما نحو حل استبدال شبه ليبرالي في إطار الزميمة الحاكمة الحالية . و هكذا رأينا كيف تنكس الحبيب عاثور بعد مرور موجة الاضرابات من ان النهال تجوز الاطار الذي أراد فرضه عليه : اننا مقتنمون بأن عاثور عون من أعز الناس الطبقات المستغلة في صفوف العمال و سيما مل كما يعامل المملاء من طرف المحريرين البوليتاريين .

أيضا العمال أينما الرفاق

ان البروليتاريا التونسي ليس له أي أمل في " القوى الديموقراطية " و الليبرالية المتمثلة في المستيري و في بن صالح و حتي في الحزب " الشيوعي " التونسي الذين ينادون بالمثل في إطار " احترام الدستور " و الذين لا يمارضون بورقيبة الالعمابة جما و القمع الاجتماعي و الاستثماري الذي يكبل الجماهير المستغلة . كما ليس له (يعني البروليتاريا التونسي) أي أمل في النداء الى الديموقراطيين في البلدان الامبريالية أين أتماوا الدليل منذ زمن بعيد عن تضامنهم مع الاضطهاد الذي

(تابع ص 21)

سيصدر عن قريب

الموضوعات الأساسية للحزب

تتضمن هذه المطبوعة النصوص التأسيسية

- الموضوعات الأساسية للحزب (1951)
- موضوعات المؤتمر الثاني للاسمية الشيوعية حول المسألة القومية والاستعمارية (1920)
- ما يميز به حزبنا

اطلبوا هذه المطبوعة عند مقر جريدتنا

إضراب عمال التنظيف بالميترو

دروس و استنتاجات

قامت فصائلنا بتوزيع هذا المنشور خلال شهر جوان لتنادي جميع العمال للتضامن الطبقي مع اضراب سكان احياء سوناكوترا

منه أجل تضامنهم طبقي للوقوف هذه التهديدات التي يوجهها الوزير ستوليرو هذه باهتزاز سكانه احياء سوناكوترا !

قطب تنظيمي يتجاوز صداها احياء السوناكوترا . وفي استظاعتها أن تعباً آلا العمال في مظاهرات ضخمة و متراصة و شديدة النضالية على أساس مطالب تم كل الطبقة العمالية و متجاوزة في ذلك كل التقسيمات القائمة حسب الأضناف المعنوية و الجنسية كما كان الشأن أيام 19 نوفمبر 1977 و الأول من ماي السابق .

و لهذا تحاول الحكومة و السوناكوترا و أعوانهما " إصلاحهم " شيئا فشيئا عوثر أن ينفذوا الزيادة في الكراء دفعة واحدة . فبداية من أول جويلية سينفذون زيادة في الكراء بنسبة 65 في المئة و إذا ما نفذت هذه الزيادة فسيتمونها بزيادة الـ 20 في المئة . و بنفس الصورة إذا ما رفض المقيمون نسخ " الاغانة المنخفضة للسكن " (A.T.L) و التي يقدرونها على أساس الكراء الحالي . و هنا أيضا سيمول " صندوق الاغانة الاجتماعية " هته المناورة الاستبدالية و ستسرق أموال العمال بنفس الطريقة .

لأنه ليس من الكافي توسيع الاضراب بكل الوسائل بل يجب التعريف به أيضا لدى كل البروليتاريا الواعية بمصالح طبقتها و ذلك في أماكن عملها و في شعبها النقابية لكي يتفهم العمال ضرورة التضامن الطبقي و ضرورة النضال ضد الاتجاه المردد الذي يسلكه دائما القادة النقابيون . يجب على العمال الذين يعقلون أهمية هذا الصراع داخل النقابات و خارجها و بأجتيار القيادات النقابية أن يعبروا عمليا عن تضامنهم الأخوي مع سكان احياء السوناكوترا . و لهذا يجب عليهم أن يتصلوا في أقرب وقت بمندوبي الأحياء و أن يجروا رفاقهم على طريق تدعيم لجان التضامن الجهوية بأعمال مع لجنة التنسيق و أن يعملوا على خلق لجان تضامن أخرى في كل مكان ليسهل على سكن الأحياء المضربون على دفع الكراء التصدي لضربات البورجوازية بمففة جماعية و موحدة .

لأن أجل الزيادة في الكراء قرب و لهذا فلن كل الجهود لازمة لكي نتمضي لهذه الحملة التعسفية بكل نجاح . لأن منفسد النضال رهين بقضا من كل العمال و بالخصوص العمال الفرنسيين . لأن نضال سكان احياء السوناكوترا هو نضال كل العمال . لأن تضامن العمال الفرنسيين مع العمال المهاجرين رهين بقدرة كل الطبقة البروليتارية على الدفاع عن نفسها ضد البورجوازية و ضد دولتها و رهين أيضا بقدرتها على تنظيم نفسها لخوض الممارك الكبرى و الحيوية التي تنتظرنا .

- يحیی نضال سكان احياء السوناكوترا و على رأسهم لجنة التنسيق .
- لاللتفرقة التي يعاني منها العمال المهاجرون .
- من أجل ردّ طبقتي على كسل معاولسة طمسرد .
- يحيي التضامن بين العمال الفرنسيين و المهاجرين
- يحيي صراع الطبقات .

" الشعب النقابية للحزب الشيوعي الأمامي "

لا يزال صراع احياء السوناكوترا قائما منذ أربعمة سنين ضد الكراء المرتفع و ضد القوانين الداخلية التي تصببه قوانين الثكنات . و بداية من سنة 78 نظمت البورجوازية حملة واسعة ضد هذا الاضراب مستهدفتا قيادته المتمثلة في " لجنة التنسيق لاضراب ساكن السوناكوترا " . تريد البورجوازية و دولتها وأعوانها الزيادة في الكراء بداية من أول جويلية و لإنهاء هذا الاضراب النضالي الذي يزيد في الاتساع . و هذه هي الطرق التي تستعملها البورجوازية و أعوانها لتكسیر عزيمة العمال :

أولا تحاول البورجوازية التقسيم بين المقيمين بلعانة من القيادات النقابية (آفاو - السراج ت و السرافد ت) التي حاولت خلق لجان أخرى لمزاومة و عداء لجنة التنسيق و فسررض مفاوضات غير موحدة مع شركة السوناكوترا لتحرّم العمال المضربين من قوتهم الجماعية . و هكذا تعقد القيادات النقابية آتفاقيات إجرامية مع شركة السوناكوترا و أعوانها على حساب العمال و من خلف لجنة التنسيق ممثلهم الشرعية .

لأن السراج ت هي التي تجاهلت مطالب سكان الأحياء و آفترحت على شركة السوناكوترا المناورة التي أسمتها " الاغانة المنخفضة للسكن " (A.P.L) و التي هي في الحقيقة محاولة لتعطية زيادة وسطية في الكراء تحت خيط من الديماغوجية الاصلاحية و المتمثلة في إعطاء تعويض زهيد بنسبة تتراوح بين 10 و 20 بالمئة للعمال الذين يتفاوضون أجور منخفضة و ذلك لئب جذور التقسيم بين العمال عندما تدخل الزيادة في الكراء حيز التنفيذ . و من الذي سيمول هذه " الاغانة المنخفضة للسكن " . طبعا " صندوق الاغانة الاجتماعية " الذي يستحوذ على كل المنح العائلية التي لا يستطيع العمال المهاجرون إرسالها الى عائلاتهم بموجب قانون إجرامي صادقت عليه الحكومة . هكذا و في كل مكان تحاول الحكومة و القيادة النقابية تكسیر هذا النضال مستعملين في ذلك الأموال التي يسرقونها من العمال .

ثانيا تحاول البورجوازية و أعوانها تخويف العمال :

يتهم الوزير ستوليرو سكان الأحياء و منظماتهم لجنة التنسيق بأنهم يبنون " جوا من الرعب و من الأرهاب " في الأحياء و في الوجة نفسه تندد القيادات النقابية بهذا الاضراب . كان يجب على العمال كما يريد هؤلا أن يخضعوا أمام عنفا الاستغلال الرأسمالي و بساعته و أن يتقبلوا سب الوكلاء المنصرين و الجرائم الشوفينية و خطر الموت حرقا في تلك الأحياء التي هي عبارة عن توابيت و قبور . هدد أخيرا ستوليرو السكان المضربين الذين يرفضون الزيادة في الكراء بالطرد من الأحياء و حتى من البلاد (أرسلت عشرات مسن رسائل التهديد الى كثير من المندوبين) و ذلك زيادة عن عمليات الحجز من الأجور .

أيها العمال أيها الرفاق دعم النضال لجنة التنسيق التي آتت القادة النقابيون الخونة بأنها " معامرة و عديمة المسؤولية " . يكبر دور لجنة التنسيق شيئا فشيئا حتى أنها أصبحت



الأممي

l'internationaliste - el-oumami

لسان الحزب الشيوعي الأممي

1 عدد • 1978 أكتوبر

التمن: فرنسا 3 فرنكات - المغرب 2 درهم - الجزائر 2 دينار - تونس 200 مليم

برنامج حزبنا

للاستمرارية التاريخية والوحدة الأممية للحركة .
(5) إن الطبقة العاملة لا تستطيع أن تنظم نفسها كطبقة سائدة بعد الاطاحة بالسلطة الرأسمالية إلا بالقضاء على جهاز الدولة القديم و بواقامة ديكتاتوريته الخاصة بها أي بحرمان البورجوازية وكل عناصرها طالما بقوا اجتماعيا على قيد الحياة من كل حق أو مهمة على الصعيد السياسي و بتأسيس أجهزة النظام الجديد على عاتق الطبقة المنتجة وحدها . إن الحزب الشيوعي الذي تتمثل خاصيته المنهجية في تحقيق هذا الهدف الأساسي يمثل و ينظم و يقود لوحده ديكتاتورية البروليتاريا . إن الدفاع الضروي عن الدولة البروليتارية ضد جميع الهجمات المضادة للثورة لا يمكن تحقيقه إلا بتجريد البورجوازية و الأحزاب المعادية لديكتاتورية البروليتاريا من كل وسائل التحريض و الدعاية السياسييين و بمنح البروليتاريا تنظيميا مسلحا يمكنها من التصدي لكل الهجومات الداخلية و الخارجية .

(6) إن قوة الدولة البروليتارية هي الوحيدة القادرة على التدخل بصورة دائمة في علاقات الإنتاج الاقتصادي و الاجتماعي و ذلك بلإنجاز جميع الإجراءات المتتالية و التي تضمن استبدال النظام الرأسمالي بالادارة الجماعية للإنتاج و التوزيع .

(7) و كنتيجة لهذا التحول الاقتصادي (و بالتالي لكل نشاطات الحياة الاجتماعية) ستلغى ضرورة الدولة السياسية تدريجيا و يتقلص جهازها شيئا فشيئا نحو إدارة عقلانية للنشاطات الانسانية

نقدم في ما يلي برنامج حزبنا في نقاطه السبعة الأممية التي مابق عليها الحزب الشيوعي الإيطالي فسي مؤتمر " ليفورن " (1921) :

(1) إن التناقض المتزايد بين القوى المنتجة و علاقات الإنتاج يضطر دوما في المجتمع الرأسمالي مؤديا إلى تناحر المصالح و إلى الصراع الطبقي بين البروليتاريا و البورجوازية المسيطرة .

(2) إن علاقات الإنتاج الحالية تحميها سلطة الدولة البورجوازية و معها يكن شكل النظام التمثيلي و كيفية استعمال الديمقراطية الانتخابية فالدولة البورجوازية تشكل دوما جهاز الدفاع عن مصالح الطبقة الرأسمالية .

(3) لا تستطيع البروليتاريا لا تحطيم و لا تغيير نظام علاقات الإنتاج الرأسمالية و التي هي مصدر استقلالها إلا بالاطاحة بالعنف بالسلطة البورجوازية .

(4) إن الجهاز الذي لاغنى عنه للنضال الثوري للبروليتاريا هو الحزب الطبقي الذي يضم في صفوفه الفريق الأكثر تقدما و تصميما من البروليتاريا و الذي يوحد جهود جماهير الثقيلة بقيادتها من النضال اليومي من أجل مصالح جزئية ذات أهداف المحدودة إلى النضال الشامل للبروليتاريا إن مهمة الحزب التاريخية هي : نشر النظرية الثورية فسي صفوف الجماهير و العمل على تنظيم الوسائل المادية للنشاط الثوري و قيادة الطبقة العاملة في نضالها المستمر بضمانة

في هذا العدد

- منشور وزعته فصا لئنا الفرنسية تضامنا مع اضراب احياء سوناكوترا (ص 23)
- منشور وزعته فصا لئنا الفرنسية تضامنا مع نضال البروليتارية التونسية (ص 22)
- حول نشاط الحزب في المنظمات المباشرة (ص 21)
- تنفيذ فلسطيني بالنظام الجزائري (ص 7)
- انظر الفهرس باللغة الفرنسية (ص 1)
- انظر عنوان المراسلة (ص 2)

ما يتميز به حزبنا

المطالبة بالخط الذي ينطلق من ماركس الى لينين ، و الى تأسيس الاممية الشيوعية ، و الحزب الشيوعي لاطاليا (ليفورن 1921)
نضال اليسار الشيوعي ضد الخطوط الاممية ضد نظرية الاشتراكية في بلد واحد " و ضد الثورة المضادة الستالينية رفض الجبهات الشعبية و كتل المقاولين
المهمة الصعبة العائلة في تروسم المضح و التنظيم الثوريين ، كل ذلك بالارتباط مع الطبقة العاملة و ضد السياسة الشخصية و الانتخابية .